

ÉTUDE

La Thaïlande en 2016: restauration ou renversement de la démocratie?

Auteure: Laurence VANDEWALLE

RÉSUMÉ

Après avoir fomenté un coup d'État militaire contre le gouvernement de Yingluck Shinawatra, une junte a pris le pouvoir en Thaïlande et dirige le pays depuis le 22 mai 2014. Cette junte a imposé des restrictions radicales aux activités politiques et à la liberté d'expression. De nombreuses violations des droits de l'homme ont été signalées, notamment des cas de torture.

La 'feuille de route vers la démocratie' prévoit l'organisation, en août 2017, d'un référendum sur l'instauration d'une nouvelle constitution, qui pourrait être suivi d'élections à un stade ultérieur. Cependant, les militaires devraient conserver le pouvoir jusqu'à ce que le successeur du roi accède au trône, afin de garantir la stabilité du pays.

Malgré ses liens commerciaux étroits avec la Thaïlande, l'Union européenne a suspendu la signature de l'accord de partenariat et de coopération et les négociations d'un accord de libre-échange jusqu'au rétablissement de la démocratie. En avril 2015, la Commission européenne a adressé un carton jaune d'avertissement à la Thaïlande pour des problèmes de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN).

Ce document a été rédigé à la demande de la délégation du Parlement européen pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud-Est.

Manuscrit en langue anglaise achevé le 18 avril 2016.

Imprimé en Belgique.

Auteurs: Laurence VANDEWALLE avec les contributions de Barbara BARONE (relations commerciales et questions économiques), Anete BANDONE (droits de l'homme), Carmen-Paz MARTÍ (DG IPOL, département thématique B, pêche illicite, non déclarée et non réglementée), Christoffer GULDBERG (stagiaire, droits de l'homme) et Shalene DATTA (stagiaire, Asie).

Assistante de rédaction: Ifigeneia ZAMPA

Tout commentaire est le bienvenu. Merci de s'adresser à l'auteure: laurence.vandewalle@europarl.europa.eu.

Pour obtenir un exemplaire, veuillez envoyer votre demande à: poldep-expo@europarl.europa.eu

Cette étude sera disponible sur internet, ['Think tank'](#).

Le contenu de ce document est de la seule responsabilité de l'auteure et les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. Il est destiné aux membres et au personnel du Parlement dans le cadre de leur travail parlementaire. Reproduction et traduction autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et information préalable et envoi d'une copie au Parlement européen.

Table des matières

1	Problèmes et développements majeurs	4
2	Parlement européen – Thaïlande: dates charnières	4
3	Situation politique et économique en Thaïlande	5
3.1	Synthèse	5
3.2	Partis politiques	9
3.3	Forces armées royales thaïlandaises	10
3.4	Parlement	12
3.5	Constitution	13
3.6	Sécurité	13
3.7	Corruption	14
3.8	Situation des droits de l'homme	15
3.8.1	Liberté d'expression, d'association et de réunion	15
3.8.2	Droit à un procès équitable	17
3.8.3	Torture	17
3.8.4	Peine de mort	18
3.8.5	Migrations, passage en fraude et traite des êtres humains	19
3.8.6	Obligations internationales	20
3.9	Politique étrangère	21
3.10	Économie	24
3.11	Commerce	28
4	L'Union et la Thaïlande	31
4.1	Relations politiques	31
4.2	Coopération au développement et aide humanitaire de l'Union	31
4.3	Droits de l'homme	31
4.4	Relations commerciales	33
4.5	Dialogue UE - Thaïlande La pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN)	34
4.6	Perspectives et options politiques	37
5	Données de base sur la Thaïlande	39
6	Carte de la Thaïlande	40

1 Problèmes et développements majeurs

- Le pays est dirigé par une junte militaire depuis le coup d'État du 22 mai 2014. La Constitution a été supprimée et remplacée par une Constitution provisoire, pendant qu'un comité de rédaction travaillait sur une nouvelle Constitution. Un projet de constitution a été présenté en janvier 2016 et un référendum pourrait avoir lieu en août 2016. En principe, ce processus devrait conduire à des élections générales en 2017 et à l'élection d'un gouvernement d'ici mi-2017.
- En réaction au coup d'État, l'Union européenne a gelé la signature de l'accord de partenariat et de coopération qui avait été paraphé en novembre 2013. Les négociations en vue d'un accord de libre-échange ont également été suspendues.
- L'Union se montre très active dans la recherche de solutions pour protéger les droits de l'homme en Thaïlande. À la suite du coup d'État, la délégation de l'Union à Bangkok a actualisé sa stratégie en matière de droits de l'homme. Elle est le leader de fait pour l'organisation de l'observation diplomatique des grands procès, avec les pays partageant les mêmes valeurs, et elle organise des visites sur place tout en entretenant des contacts avec les défenseurs des droits de l'homme.
- Les présidents de la commission des affaires étrangères du Parlement européen et de la délégation du Parlement pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud-Est ont invité Yingluck Shinawatra au Parlement, mais la Cour suprême de Thaïlande a refusé de lui délivrer l'autorisation de voyager en Europe.
- La Thaïlande est le troisième exportateur mondial de produits de la mer, mais elle ne respecte pas les normes de l'Union en matière de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN). La Commission a déterminé les lacunes qui ont entraîné le pré-recensement du pays comme un pays potentiellement non coopérant aux termes du règlement INN. Le pays a donc reçu un carton jaune le 21 avril 2015.
- L'insurrection de faible intensité qui couve dans l'extrême Sud depuis plus de dix ans, et qui a déjà fait plus de 6 500 victimes, nécessite une solution politique accordant, au moins, un certain degré d'autonomie culturelle à la minorité musulmane principalement malayophone.

2 Parlement européen – Thaïlande: dates charnières

8 octobre 2015

Le Parlement adopte une résolution sur la situation en Thaïlande, dans laquelle il exprime sa profonde préoccupation face à la détérioration de la situation des droits de l'homme après le coup d'État de mai 2014, et où il exhorte les autorités thaïlandaises à lever les restrictions qu'elles font peser sur le droit à la liberté et sur l'exercice pacifique des autres droits fondamentaux.

6 février 2014

Une résolution du Parlement invite instamment les autorités thaïlandaises à engager un processus, ouvert à toutes les parties et assorti d'un calendrier

bien défini, de réformes institutionnelles et politiques. Le Parlement souligne que les efforts de l'opposition visant à mettre en place un 'conseil populaire' non élu sont contraires à la démocratie.

13 juin 2013 Une résolution du Parlement invite le gouvernement thaïlandais 'à mettre immédiatement un terme aux conditions inhumaines de détention des quelque 1 700 demandeurs d'asile Rohingyas [du Myanmar/de la Birmanie]'.

6 mars 2013 Le président du Parlement, Martin Schulz, rencontre le premier ministre thaïlandais de l'époque, Yingluck Shinawatra, au cours de sa visite à Bruxelles.

27-31 août 2012 La huitième réunion interparlementaire entre le Parlement et la Thaïlande se tient à Bangkok et à Chiang Mai.

17 février 2011 Une résolution du Parlement sur les heurts frontaliers entre la Thaïlande et le Cambodge exhorte les deux pays à trouver un règlement pacifique au différend qui les oppose concernant la zone frontalière proche du temple de Preah Vihear, qui est inscrit sur la liste des sites classés comme relevant du patrimoine mondial par l'Unesco.

20 mai 2010 Une résolution du Parlement sur la Thaïlande appelle à mettre un terme à toute violence politique et aux restrictions imposées à la liberté d'expression.

3 Situation politique et économique en Thaïlande

3.1 Synthèse

La Thaïlande est le seul pays d'Asie du Sud-Est à avoir échappé à la domination coloniale.

La Thaïlande est le seul pays d'Asie du Sud-Est à avoir échappé à la domination coloniale. C'était une monarchie absolue qui est devenue une monarchie constitutionnelle dotée d'un parlement en 1932. Depuis 1947, le pouvoir militaire domine le pays, avec quelques intermèdes démocratiques.

Le Premier ministre Yingluck Shinawatra est la sœur de l'ancien Premier ministre, Thaksin Shinawatra.

Yingluck Shinawatra, Premier ministre évincé

La sœur cadette de Thaksin Shinawatra, entrepreneuse prospère, a été élue Premier ministre après la victoire du parti Pheu Thai (PTP) en 2011. Elle a promis d'apporter la stabilité et la réconciliation, mais a été accusée d'être manipulée par son frère Thaksin. En outre, elle fait face à des poursuites pénales pour une mauvaise gestion du programme de subvention du riz au cours de son mandat. Elle encourt une peine de dix ans de prison si elle est déclarée coupable. Elle vit désormais sous un régime de résidence

surveillée en Thaïlande. En 2016, elle a déclaré à Reuters qu'elle 'cultiv[ait] ses légumes, visit[ait] des temples et rencontr[ait] des amis'¹ Elle est interdite de vie politique jusqu'en 2020, après que l'Assemblée nationale législative (NLA) a voté, le 23 janvier 2015, sa mise en accusation pour manquement à ses obligations dans le cadre d'un programme de subventions controversé qui payait le riz aux agriculteurs à des prix supérieurs à ceux du marché.

Depuis 2001, la vie politique du pays est divisée entre les partisans et les détracteurs de Thaksin Shinawatra.

Yingluck Shinawatra a été élue Premier ministre en 2011.

En février 2014, elle a demandé l'organisation d'élections anticipées dans l'espoir de rétablir le calme.

Les élections ont été boycottées par l'opposition.

Le parti du Premier ministre Yingluck Shinawatra a alors remporté environ 300 sièges sur les 500 que compte la Chambre des représentants, mais le 21 mars 2014, la Cour constitutionnelle a annulé les élections de février 2014.

L'armée s'est emparée du pouvoir le 22 mai 2014 afin de 'rétablir l'ordre'.

Depuis 2001, la politique du pays est dominée par le clivage entre les partisans et les détracteurs de Thaksin Shinawatra, qui était Premier ministre jusqu'à sa destitution par l'armée en 2006. Thaksin Shinawatra s'est volontairement exilé à Dubaï en 2008 et a été accusé de corruption en Thaïlande. Sa sœur Yingluck Shinawatra a été élue Premier ministre en 2011². Sur fond de manifestations menées par l'ancien vice-Premier ministre Suthep Thaugsuban (Parti démocrate), Yingluck Shinawatra a convoqué des élections anticipées en février 2014. Elle espérait ainsi rétablir le calme dans le pays en proie à une crise politique, après que son gouvernement eut tenté d'appliquer un projet de loi d'amnistie. Ce projet de loi aurait permis à Thaksin Shinawatra de revenir d'exil. Les manifestants exigeaient la démission du Premier ministre, accusé de diriger un gouvernement par procuration pour le compte de son frère³.

L'opposition a entravé la procédure d'inscription des candidats sur les listes électorales dans 28 des 375 circonscriptions. Le vote a été annulé dans 89 circonscriptions. Le Parti démocrate (DP), premier parti d'opposition, a boycotté le scrutin. Environ 12 millions d'électeurs sur 49 millions n'ont pas pu voter. En conséquence, le scrutin n'a pas permis d'élire le nombre minimal de députés requis pour convoquer la Chambre des représentants. Le pays s'est alors enfoncé dans un chaos politique⁴.

D'après des résultats officieux, le parti Pheu Thai du Premier ministre Yingluck Shinawatra aurait remporté quelque 300 sièges sur les 500 que compte la Chambre des représentants. Malgré cela, les manifestations dans les rues n'ont pas cessé après les élections. Les affrontements et attaques entre les deux camps ont continué, portant à 21 le nombre de victimes au 26 février 2014.

Le 21 mars 2014, la Cour constitutionnelle a annulé les élections de février 2014 à la Chambre des représentants, conformément à la Constitution de 2007 qui dispose que les élections doivent se tenir au même moment dans l'ensemble du pays.

La Cour constitutionnelle a obligé le Premier ministre Yingluck Shinawatra

¹ Reuters, Turning over new leaf: Ousted Thai PM picks lettuce for the cameras, 2016, <http://www.reuters.com/article/us-thailand-politics-idUSKCN0VL118>

² BBC, Thailand Country Profile, 2015, <http://www.bbc.com/news/world-asia-15581957>

³ Union interparlementaire. Thaïlande, 2014, http://www.ipu.org/parline-f/reports/Thai-HR_A.htm

⁴ Union interparlementaire. Thaïlande, 2014, http://www.ipu.org/parline-f/reports/Thai-HR_A.htm

Les militaires ont mis en place le Conseil national pour la paix et l'ordre (NCPO).

L'assemblée instituée par les militaires a nommé le général Prayuth Chan-ocha au poste de Premier ministre.

Le NCPO a annoncé l'élaboration d'une feuille de route vers la démocratie et s'est engagé à organiser des élections, mais la date du scrutin a été reportée à plusieurs reprises.

et neuf autres ministres à démissionner le 7 mai 2014. Les ministres restés en fonction ont choisi le vice-Premier ministre Niwatthamrong Boonsongpaisan comme Premier ministre par intérim. Les manifestations ont continué. L'armée s'est emparée du pouvoir le 22 mai 2014⁵ afin de 'rétablir l'ordre'. Les militaires ont institué le **Conseil national pour la paix et l'ordre**, avec à sa tête le général Prayuth Chan-ocha.

La junte a instauré la loi martiale et un couvre-feu dans tout le pays, elle a interdit les rassemblements politiques, arrêté et mis en détention des politiciens et des activistes opposés au coup d'État, imposé une censure de l'internet et pris le contrôle des médias.

Au cours des mois qui ont suivi, la junte a désigné d'autres organes de gouvernement dominés par les militaires pour diriger le pays: le Comité de rédaction de la Constitution (CDC), le Conseil national de réforme (NRC⁶, remplacé depuis par l'Assemblée directrice de la réforme nationale ou NRSA), et le Cabinet.

Le 21 août 2014, l'Assemblée nationale législative (NLA) instituée par les militaires a nommé le général Prayuth Chan-ocha, qui était le chef de l'armée, au poste de Premier ministre.

Le général Prayuth Chan-ocha, Premier ministre

Né le 21 mars 1954, le général Prayuth Chan-ocha, chef de l'armée, a débuté sa carrière militaire au sein de l'unité de la garde de la reine. Il s'est élevé dans la hiérarchie jusqu'à devenir commandant dans la garde du roi, avant de prendre la tête de l'armée en octobre 2010. Il a joué un rôle fondamental dans le coup d'État de 2006, mené sans effusion de sang, qui a renversé le Premier ministre de l'époque, Thaksin Shinawatra. Il a été médiateur entre le Premier ministre Yingluck Shinawatra l'opposition et l'armée pendant la crise politique.

Le NCPO a annoncé la présentation d'une **feuille de route vers la démocratie** et s'est engagé à mener à bien des réformes et à organiser des élections par la suite. La date des élections a été reportée à plusieurs reprises. Elles ont d'abord été programmées en 2015, puis mi-2016, et ensuite en 2017. La levée de la loi martiale, proclamée le 1^{er} avril 2015, n'a pas entamé les pouvoirs de la junte.

Le roi Bhumibol Adulyadej

Le roi est le chef de l'État. C'est un monarque constitutionnel sans rôle politique formel. Il bénéficie d'un statut semi-divin. L'article 8 de la Constitution prévoit que sa position de souverain lui permet de faire l'objet

⁵ BBC, Thailand Country Profile, 2015, <http://www.bbc.com/news/world-asia-15581957>

⁶ En octobre 2014, la junte a établi un Conseil national de réforme comptant 250 sièges (NRC), destiné à fournir des recommandations pour la réforme de la gouvernance et le processus politique.

Le roi Bhumibol Adulyadej, né en 1927, n'apparaît que rarement en public.

d'une adoration vénérée. Il occupe également le poste de chef des forces armées⁷. Né en 1927 et couronné en 1946, le roi Bhumibol Adulyadej est considéré par certains analystes comme une personnalité incarnant la stabilité du pays. Son anniversaire, le 5 décembre, est célébré comme le jour du Père. Il est le chef d'État encore en fonction ayant assuré le plus long mandat au monde. Également connu sous le nom de Rama IX, il est le neuvième monarque de la dynastie Chakri⁸.

Le roi a établi de bonnes relations avec l'armée.

Le roi a joué un rôle crucial lors des périodes de crise politique et pendant les années de dictature. Il a établi de bonnes relations avec les militaires. L'armée est devenue très royaliste au cours du XX^e siècle. Certains observateurs politiques estiment donc que les préoccupations liées à la succession du roi ont contribué à l'instabilité politique actuelle. L'armée souhaiterait garantir une transition du pouvoir royal en douceur.

Héritiers du roi

L'influence de la monarchie pourrait décroître après la mort du roi car son possible successeur, le prince héritier Vajiralongkorn, n'inspire pas le même respect que son père et n'a pas établi les mêmes relations avec l'armée et la classe dirigeante. Cette situation peut évidemment changer, car le prince a récemment remis de l'ordre dans sa vie privée et s'est employé à améliorer ses relations avec les militaires.

Il a désigné le prince Vajiralongkorn comme héritier du trône en 1972.

Né en 1952, Vajiralongkorn est l'unique fils du roi Bhumibol Adulyadej et de la reine Sirikit. Le roi a désigné Vajiralongkorn comme son héritier au trône en 1972, ce qui signifie qu'en vertu de la loi de succession actuelle, le parlement devrait simplement ratifier le choix du roi. Jusqu'à récemment, le prince héritier ne faisait que de rares apparitions publiques en Thaïlande. Il a passé la majeure partie de sa vie en Allemagne, et sa vie privée fait régulièrement la une des journaux (hors de Thaïlande). Il a divorcé de sa troisième femme en 2014 et sa famille est soupçonnée d'avoir abusé de son statut royal pour ses intérêts privés. Ce divorce a été interprété comme une tentative de se rendre plus acceptable aux yeux de l'opinion publique thaïlandaise.

La vie privée du prince héritier a écorné sa réputation en Thaïlande.

Après le coup d'État de mai 2014, ce dernier a amélioré ses relations avec l'armée.

Le prince héritier était en bons termes avec Thaksin Shinawatra lorsqu'il était au pouvoir, mais ses relations avec la famille Shinawatra se sont progressivement détériorées pendant les manifestations antigouvernementales. Après le coup d'État de mai 2014, le prince Vajiralongkorn a commencé à nouer des relations avec la junte. Le fait qu'il

⁷ Union interparlementaire. Thaïlande, 2014, http://www.ipu.org/parline-f/reports/Thai-HR_A.htm

⁸ En 1782, le général Chao Phraya Chakri mena un coup d'État, prit le pouvoir et fonda une nouvelle dynastie adoptant le nom de Roi Rama I. Le pays fut appelé Siam et une nouvelle capitale, Bangkok, a été fondée. En 1917, le Siam devient l'allié de la Grande-Bretagne pendant la Première Guerre mondiale. La monarchie absolue prend fin par un coup d'État sans effusion de sang en 1932; la monarchie constitutionnelle est introduite avec un gouvernement parlementaire. En 1939, le Siam change de nom et devient Thaïlande, la "terre des hommes libres", voir <http://www.bbc.com/news/world-asia-15641745>

La loi de succession laisse une certaine ambiguïté quant à la nomination de l'héritier du roi.

ait accepté de présider la cérémonie d'investiture de l'Assemblée nationale législative (NLA) en août 2014 a été interprété comme un soutien implicite à la junte.

La loi de succession laisse une certaine ambiguïté quant à la désignation de l'héritier du roi. Les observateurs de la vie politique du pays pensent que le prince héritier n'est pas le seul successeur potentiel du roi. Depuis 1974, la Constitution permet à une fille du roi d'accéder au trône, en l'absence d'héritier masculin. Le nom de la princesse Maha Chakri Sirindhorn a régulièrement été cité comme une alternative possible. Maha Chakri Sirindhorn est l'une des trois filles du roi Bhumibol. À l'instar de son père, elle jouit d'une grande popularité grâce à ses activités caritatives et à sa réputation de personne humble.

La princesse Bajrakitiyabha, fille aînée du prince Vajiralongkorn, fait également partie des successeurs potentiels du roi. C'est le premier petit-enfant du roi Bhumibol. Elle est titulaire d'un doctorat de la Cornell Law School. Elle a travaillé à plusieurs postes du gouvernement, notamment à la Représentation permanente de la Thaïlande auprès des Nations unies. Depuis 2014, elle travaille à Bangkok en tant que procureur général provincial au bureau du procureur général⁹.

Depuis 1998, Prem Tinsulanonda, ancien Premier ministre et général de l'armée, est le président du Conseil privé.

Le Conseil privé de Thaïlande

Le Conseil privé est composé de conseillers du roi. La Constitution prévoit que ce dernier peut y nommer jusqu'à dix-huit membres. Il sélectionne et désigne une personne qualifiée comme président du Conseil privé¹⁰.

Depuis 1998, le président du Conseil privé est l'ancien Premier ministre et général de l'armée Prem Tinsulanonda. Né le 26 août 1920, il est considéré comme conservateur et très influent. Il aurait joué un rôle dans le coup d'État qui a chassé le Premier ministre Thaksin Shinawatra du pouvoir en 2006, et il était visé par les manifestants du Front uni pour la démocratie et contre la dictature (UDD) en 2009¹¹.

3.2 Partis politiques

Depuis le coup d'État, les activités des partis politiques ont été restreintes.

En juin 2014, le NCPO a coupé les financements publics destinés aux partis politiques. S'ils continuent d'être couverts par la loi de 2007, les partis n'ont pas le droit de se réunir ni de mener des activités politiques. En outre, la **création de nouveaux partis politiques est interdite** par l'ordonnance n° 57 du NCPO. Le CDC a bien organisé des réunions avec les

⁹ The Leaderboard: HRH Princess Bajrakitiyabha 'Pa' Mahidol, 2014,

<http://cogitasia.com/the-leaderboard-hrh-princess-bajrakitiyabha-pa-mahidol/>

¹⁰ La monarchie thaïlandaise, le Conseil privé de Thaïlande, comprend également une liste complète des membres du Conseil privé, voir

<http://www.thaimain.com/eng/monarchy/privy.html>

¹¹ Country Generated Forecast on 3 march 2016 by Control Risks Online Solutions,

<https://www.controlrisks.com/en/online-solutions>

responsables de certains partis, mais ils ne sont pas parvenus à s'entendre pour formuler une position commune avant la réunion¹².

Deux groupes principaux dominaient le système politique du pays:

le **Parti démocrate** (DP): associé aux élites traditionnelles, il cultive des liens solides avec l'Alliance du peuple pour la démocratie (PAD), plus connue sous le nom des 'chemises jaunes' (la couleur du roi), mouvement qui a aidé à renverser Thaksin Shinawatra. Son électorat comprend une grande partie des électeurs des classes moyenne et supérieure de Bangkok.

Le parti Thai Rak Thai (TRT), première formation de l'ex-Premier ministre Thaksin Shinawatra, et ses successeurs, le **Parti du pouvoir du peuple** (PPP) et le **parti Pheu Thai** (PTP). Ce dernier a remporté toutes les élections depuis 2001. Si les mesures du NCPO ont favorisé les intérêts du noyau dur de l'électorat du DP, les responsables du DP comme ceux du PTP sont exclus du processus politique depuis le coup d'État de 2014.

Avant le coup d'État, les deux principales alliances connues sous le nom des 'chemises rouges' et des 'chemises jaunes' étaient les suivantes:

- Le **Comité de réforme démocratique du peuple (PDRC)** a mené les manifestations de novembre 2013 sous la houlette de Suthep Thaugsuban, ancien vice-Premier ministre et secrétaire général du Parti démocrate (DP). Ce groupe a bénéficié du soutien de diverses sources de financement et de différents groupes. Il regroupait des éléments du mouvement des **chemises jaunes**, des organisations extrémistes et ultra-royalistes, ainsi qu'une grande partie des classes moyenne et supérieure de Bangkok.
- Le **Front uni pour la démocratie et contre la dictature (UDD)**, dont les partisans sont généralement surnommés les '**chemises rouges**', est un groupe de pression politique qui réunit les masses rurales du nord-est et du nord de la Thaïlande. Il comprend les classes populaires urbaines de Bangkok et les intellectuels. Le mouvement représente en principe la population qui se sent exclue des bénéfices de la croissance économique et des leviers traditionnels du pouvoir. Il était soutenu par l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, qui est maintenant en exil. Tous les membres de l'UDD ne soutiennent pas celui-ci; nombre d'entre eux s'opposent au projet de loi d'amnistie proposé par Yingluck Shinawatra.

Avant le coup d'État, les deux principales alliances politiques étaient connues sous le nom des 'chemises rouges' et des 'chemises jaunes'.

3.3 Forces armées royales thaïlandaises

La Thaïlande possède des forces armées nombreuses

La Thaïlande possède des forces armées nombreuses et bien équipées. On recense 245 000 membres dans l'armée de terre, 69 850 dans la marine, 46 000 dans les forces aériennes et 92 700 membres de troupes

¹² Freedom House, Thailand, 2015, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2015/thailand>

et bien équipées.

paramilitaires. Les forces aériennes thaïlandaises font partie des mieux équipées de l'Asie du Sud-Est. Elles possèdent des avions de combat Gripen et des plateformes Saab 340AEW. Le budget de la défense se montait à 207 milliards de bahts en 2016, en hausse significative par rapport au budget de 2015 qui s'élevait à 193 milliards de bahts. Il convient néanmoins de souligner que l'augmentation du budget thaïlandais de la défense n'était pas la plus importante de la région. Par exemple, les budgets de défense du Bangladesh, de Singapour, de l'Indonésie, des Philippines, du Pakistan, de la Malaisie, du Timor-Oriental et de l'Australie ont tous connu des augmentations de plus de 20 %, par rapport à la hausse de 3 à 10 % du budget de la défense en Thaïlande. Le coup d'État de 2014 a mis à mal l'alliance entre la Thaïlande et les États-Unis, entraînant une réduction du nombre d'exercices communs d'entraînement. La Thaïlande a renforcé ses relations amicales avec la Chine, comme en témoigne l'intérêt du pays pour l'achat de sous-marins chinois et l'exercice aérien bilatéral qui a eu lieu en novembre 2015. Des opérations contre les insurgés dans les trois provinces de l'extrême Sud sont en cours, mais la guerre de faible intensité se poursuit¹³.

L'armée thaïlandaise a toujours été minée par des dissensions.

L'armée thaïlandaise a toujours été déchirée par des luttes intestines, avec des cliques formées autour de personnalités militaires, d'unités au sein de promotions, d'intérêts corporatifs et de considérations idéologiques. Au fil des années, les principales factions sont sorties de l'armée, de la police, et des Tigres de l'Est. En conséquence, l'armée thaïlandaise a connu des dissensions croissantes entre ceux qui ont bénéficié de promotions après le coup d'État, et ceux qui n'en ont pas profité. Actuellement, les Tigres de l'Est constituent la plus grande faction, et la faction Wongthewan a également obtenu des postes de haut niveau dans l'armée¹⁴.

Les responsables du coup d'État ont été critiqués pour avoir donné à des officiers militaires des compétences élargies similaires à des pouvoirs de police, qui leur permettent d'arrêter des civils et de les placer en détention.

Les responsables du coup d'État ont été critiqués pour avoir donné à des officiers militaires des compétences élargies similaires à des pouvoirs de police, qui leur permettent d'arrêter des civils et de les placer en détention. Les militaires ayant au moins le grade de sous-lieutenant ont le droit d'empêcher ou de réprimer 27 types d'infractions, y compris les troubles à l'ordre public, les actes de diffamation, les jeux d'argent, l'extorsion ou les violations du droit du travail, et ils sont autorisés à perquisitionner des propriétés sans mandat. Les militaires peuvent également saisir des biens, suspendre des transactions financières et interdire à des suspects de se déplacer. Le colonel Piyapong Klinphan, porte-parole de la junte, a déclaré que l'ordonnance visait à empêcher les crimes qui menacent l'ordre public¹⁵.

¹³ The Military Balance, Chapter Six: Asia, The Military Balance, 2016, <http://dx.doi.org/10.1080/04597222.2016.1127567>

¹⁴ The Wall Street Journal, Thailand's Divided Military, 2014, <http://www.wsj.com/articles/thailands-divided-military-1404148174>

¹⁵ The Guardian, Thai junta criticised as army given sweeping powers of arrest, 2016, <http://www.theguardian.com/world/2016/apr/05/thailand-junta-gives-army-sweeping-powers-of-arrest>

3.4 Parlement

La Chambre des représentants et le Sénat ont été dissous après le coup d'État militaire de mai 2014.

Le pouvoir législatif a été confié à l'Assemblée nationale législative (NLA), qui a été nommée par le NCPO.

Dans le cadre de la Constitution de 2007, la Thaïlande était gouvernée par un système parlementaire bicaméral¹⁶. La Chambre des représentants et le Sénat ont été dissous après le coup d'État militaire de mai 2014. Le pouvoir législatif a été confié à l'Assemblée nationale législative (NLA), qui a été nommée par le Conseil national pour la paix et l'ordre (NCPO) le 23 juillet 2014¹⁷. La NLA est composée de 200 membres désignés par le NCPO. Le NCPO a prétendu sélectionner des citoyens de toutes professions et de toutes sensibilités politiques. Ces membres ont été choisis dans différents secteurs, notamment dans le secteur public, le secteur privé, la société civile, le milieu universitaire et le secteur professionnel. Les autres membres de l'Assemblée sont des hauts fonctionnaires, des juristes du Conseil d'État, des juristes de la Cour administrative, ainsi que certains membres inconnus auparavant. La Constitution provisoire dispose que les politiciens des gouvernements récemment au pouvoir sont inéligibles. Par ailleurs, des postes ont été attribués aux partisans du PDRC qui avaient participé au renversement de Yingluck Shinawatra et soutenu le coup d'État: parmi eux se trouvent d'anciens sénateurs, des présidents d'universités publiques, ainsi que des orateurs ayant régulièrement participé aux manifestations du PDRC. La fille du maréchal Thanom Kittikajorn, le dictateur qui avait ordonné le massacre d'étudiants universitaires en 1973, a également été choisie¹⁸. Un frère cadet de Prayuth, le général Preecha Chan-Ocha, a été nommé. L'un des proches collaborateurs du président du Conseil privé est également membre de la NLA.

En pratique, la junte semble ne pas avoir maintenu de diversité. Les postes ont été attribués à des proches et à des partisans de la junte. En outre, la plupart des membres de la NLA sont âgés, et comptent dans leur rang des militaires et des fonctionnaires qui ne travaillent plus depuis longtemps. La désignation de la NLA aurait pu constituer un pas dans la bonne direction, parallèlement à la restitution du pouvoir aux civils; en fait, il faut encore qu'elle devienne pleinement démocratique. Il reste encore beaucoup à faire, étant donné que la sélection des membres n'est pas impartiale et que les sièges ne sont attribués qu'aux élites et à ceux qui appartiennent aux groupes opposés à la famille Shinawatra¹⁹.

Parallèlement à sa fonction législative, la NLA joue également un rôle dans

¹⁶ Pour davantage d'informations sur l'ancien système législatif thaïlandais, veuillez vous référer au rapport sur la Thaïlande de 2014 par Marika Armanovica, département thématique de la DG EXPO du Parlement.

¹⁷ Royal Thai Government, Three-month Progress Report of the NCPO, 2016, <http://www.thaigov.go.th/index.php/en/pressbriefing/item/85621-id85621.html>

¹⁸ The Wall Street Journal, Thailand's Divided Military, 2014, <http://www.wsj.com/articles/thailands-divided-military-1404148174>

¹⁹ Cetri, Thailand's National Legislative Assembly, 2014, <http://www.cetri.be/Thailand-s-National-Legislative?lang=fr>

le renforcement de la responsabilité financière du Cabinet. L'Assemblée choisit un Premier ministre mais ne peut pas le destituer, à moins que le NCPO le propose.

3.5 Constitution

La junte a supprimé la Constitution en 2007.

La junte a supprimé **la Constitution de 2007** et l'a remplacée en juillet 2014 par une **Constitution provisoire** élaborée sans consultation publique et approuvée par le roi. Elle autorise l'exercice de pouvoirs non contrôlés et ne prévoit aucune défense des droits de l'homme. La Constitution provisoire devrait rester en vigueur jusqu'à l'adoption d'une nouvelle constitution par référendum. Si la Constitution n'est pas adoptée, le régime militaire pourrait encore perdurer. Le référendum fait partie de la 'feuille de route vers la démocratie' mentionnée précédemment. La junte prétend que ce référendum sera organisé en juillet 2017, mais cela reste à voir.

Un Comité de rédaction de la Constitution (CDC) a été désigné par l'armée en novembre 2014 et a été chargé de rédiger une nouvelle Constitution.

Le **Comité de rédaction de la Constitution (CDC)** a été désigné par l'armée en novembre 2014 et a été chargé de rédiger une Constitution début 2015. Ses 36 membres ont été nommés par le NCPO, la NLA et le Cabinet. Il a consulté les principaux partis et mouvements politiques²⁰. Le président du CDC, Meechai Ruchapan, a affirmé que la Constitution visait à résoudre les problèmes de longue durée tels que 'l'abus de pouvoir par les juristes'. Il a déclaré que 'si nous devons réformer le pays, nous devons utiliser un puissant remède, même si les partis politiques ne sont pas d'accord. Je ne peux pas promettre que ce sera la dernière Constitution de la Thaïlande'²¹.

Celle-ci pourrait être soumise à un référendum.

En **avril 2015, un premier projet de Constitution** a été publié. Le risque qu'il ne soit pas adopté par référendum était tellement élevé qu'il a été retiré. Un **deuxième projet, présenté le 29 janvier 2016**, réintroduit certaines dispositions controversées du premier projet, notamment la nomination d'un Premier ministre non élu et la mise en place d'un comité dominé par les militaires pour surveiller le gouvernement.

3.6 Sécurité

Une insurrection touche le sud du pays depuis les années 1940.

Depuis une dizaine d'années, un mélange de loi martiale et d'état d'urgence est en vigueur dans les quatre provinces dans l'extrême Sud du pays, qui sont ébranlées par une insurrection séparatiste continue depuis les années 1940, et où les musulmans malais représentent la majorité de la population. Depuis l'intensification des opérations militaires en janvier 2004, plus de 6 000 personnes ont trouvé la mort. Les populations civiles sont régulièrement prises pour cible par des fusillades, des attentats à la bombe

²⁰ Freedom house, Thailand, 2015, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2015/thailand>

²¹ Reuters, Draft constitution for army-run Thailand's 'strong medicine', 2016, <http://www.reuters.com/article/us-thailand-politics-idUSKCN0UY13E>

Les pourparlers de paix entre Bangkok et les rebelles sont au point mort depuis le coup d'État.

Les attaques meurtrières se sont intensifiées en 2016.

et des incendies. Les insurgés ont souvent concentré leurs attaques sur les écoles et les professeurs, car ils représentent des symboles de l'État thaïlandais.

En février 2013, le gouvernement a signé un accord pour lancer les premières négociations de paix officielles avec le Front national révolutionnaire (BRN). Les pourparlers de paix sont restés au point mort pendant la crise politique et le coup d'État. Le NCPO a autorisé la Malaisie à continuer à participer aux efforts de négociation du BRN, tout en mettant en œuvre des solutions militaires. Les opérations de lutte contre l'insurrection se sont accompagnées de la détention systématique de milliers de militants et de partisans suspectés. Des rapports crédibles font état de torture et d'autres violations des droits de l'homme, y compris des exécutions extrajudiciaires commises à la fois par les forces de sécurité et par les insurgés.²²

En 2016, les attaques meurtrières se sont intensifiées et n'annoncent pas de bonnes perspectives pour les discussions de paix. Le 12 février 2016, une explosion de violence a embrasé les provinces de Yala et Pattani avec des bombes placées en bord de route contre des patrouilles militaires qui assuraient la sécurité des professeurs d'écoles locaux, ainsi que des fusillades à partir de véhicules et des incendies. Le 13 mars 2016, dix insurgés ont pris d'assaut l'hôpital Jog Airong dans la province de Narathiwat et l'ont utilisé comme une forteresse pour lancer une attaque contre le poste de sécurité du gouvernement thaïlandais à proximité²³.

L'Organisation de la coopération islamique (OIC) a proposé de jouer un rôle de médiateur dans le processus d'instauration de la paix entre le gouvernement thaïlandais et les groupes séparatistes dans les régions du sud du pays²⁴.

3.7 Corruption

La corruption sévit à tous les niveaux de la société.

La corruption sévit à tous les niveaux de la société. En 2015, Transparency International a classé la Thaïlande 76^e pays sur 168 (dans ce classement, le premier pays est le moins corrompu, et le 168^e le plus corrompu). Ce classement place le pays avant nombre de pays de l'Asie du Sud-Est. Une étude du gouvernement indique que les institutions les plus corrompues sont les ministères de l'intérieur, des transports et des communications, le service des douanes, la police et l'armée²⁵.

²² Country Generated Forecast on 3 march 2016 by Control Risks Online Solutions, <https://www.controlrisks.com/en/online-solutions>

²³ Human Rights Watch, Thailand: Insurgents Seize Hospital in South, 2016, <https://www.hrw.org/news/2016/03/15/thailand-insurgents-seize-hospital-south>

²⁴ SMBC, Leading Islamic organisation offers to help Thailand rebuild peace in restive south, 2016, <http://www.channelnewsasia.com/news/asiapacific/leading-islamic/2423530.html>

²⁵ Country Generated Forecast on 3 march 2016 by Control Risks Online Solutions, <https://www.controlrisks.com/en/online-solutions>

Les partis précédemment au pouvoir et ceux d'opposition sont l'objet d'accusations de corruption. La junte a été éclaboussée par deux scandales de corruption: l'un concernait la fourniture d'équipements audiovisuels à des prix trop élevés dans les bureaux du gouvernement, l'autre portait sur le patrimoine personnel des membres du Cabinet²⁶.

La Commission nationale anticorruption est restée en fonction après le coup d'État mais a été placée sous l'autorité de la junte.

La Commission nationale anticorruption (NACC) est un organe indépendant qui a été créé en avril 1999. Le 8 mai 2014, la NACC a accusé Yingluck Shinawatra de négligence et d'autres délits liés au programme de subvention du riz. Elle a recommandé le lancement d'une procédure de destitution à son encontre. Après le coup d'État, la NACC est restée en fonction mais a été placée sous l'autorité du NCPO par la Constitution provisoire.

3.8 Situation des droits de l'homme

La situation des droits de l'homme s'est considérablement dégradée depuis le coup d'État militaire.

Depuis le coup d'État militaire en 2014, la situation des droits de l'homme en Thaïlande **s'est radicalement détériorée** et l'armée a **sévèrement restreint les droits civils et politiques**, tels que la liberté d'expression, d'association et de réunion, le droit à la liberté et le droit à un procès équitable. Malgré la levée de la loi martiale en 2015, le Conseil national pour la paix et l'ordre a maintenu et étendu les pouvoirs excessifs du régime, en limitant, notamment, les réparations destinées aux victimes de violations des droits de l'homme²⁷. Cette évolution a été encore amplifiée par la décision d'accorder de **larges pouvoirs de police et l'impunité aux responsables de l'armée**²⁸.

L'armée **n'a pas non plus protégé les travailleurs thaïlandais et migrants** contre la traite des êtres humains et le travail forcé, et elle a réprimé les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes victimes de violations.

3.8.1 Liberté d'expression, d'association et de réunion

La junte a pris des mesures sévères contre la liberté d'expression en ligne et hors ligne en s'appuyant sur

Depuis qu'il a pris le pouvoir, le régime militaire a **violemment réduit la liberté d'expression** et des médias, tant en ligne que hors ligne. Le chef de la junte, Prayuth Chan-ocha, a déclaré publiquement qu'il 'exécuterait sans doute simplement' les journalistes qui ne disent pas 'la vérité'²⁹.

²⁶ Freedom House, Thailand, 2015, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2015/thailand>

²⁷ Amnesty International, Rapport annuel 2015-2016 Thaïlande, 2015/2016, <https://www.amnesty.org/fr/countries/asia-and-the-pacific/thailand/report-thailand/>

²⁸ FIDH: Human rights groups condemn NCPO Order 13/2016 and urge for it to be revoked immediately, 2016, <https://www.fidh.org/en/region/asia/thailand/human-rights-groups-condemn-ncpo-order-13-2016-and-urge-for-it-to-be>

²⁹ The Guardian, We'll probably kill journalists who don't report the truth, says Thai leader, 2015, <http://www.theguardian.com/world/2015/mar/25/kill-journalists-report-truth-thai-leader-prayuth-chan-ocha>

une législation contre la diffamation et sur des lois concernant le crime de lèse-majesté, afin de réduire les critiques au silence.

À plusieurs occasions, des **procès en diffamation** ont été utilisés pour attaquer des défenseurs des droits de l'homme qui avaient révélé des abus commis par l'armée et dénoncé la traite des êtres humains et les conditions de travail dans des entreprises privées. C'est le cas du citoyen britannique Andy Hall, qui aidait une ONG finlandaise, Finnwatch, et qui a rédigé un rapport dévoilant les mauvais traitements infligés aux travailleurs migrants dans une usine appartenant au plus grand producteur thaïlandais de conserves d'ananas, **Natural Fruit**. Le procès doit s'achever en juillet et s'il est déclaré coupable, Andy Hall encourt jusqu'à sept années d'emprisonnement³⁰.

Dans un autre cas, les **journalistes** Alan Morison et Chutima Sidasathian ont été inculpés dans le cadre de **la loi sur la cybercriminalité** pour un paragraphe de 41 mots issu d'un reportage de Reuters publié sur le site d'actualités indépendant Phuketwan. Le reportage affirmait que des officiers de la marine thaïlandaise étaient impliqués dans un trafic de réfugiés Rohingya du Myanmar/de Birmanie³¹. Les deux journalistes ont finalement été acquittés et un général de l'armée arrêté pour **traite d'êtres humains**.

Les lois sévères réprimant le **crime de lèse-majesté** en Thaïlande sont aussi fréquemment utilisées pour faire taire les critiques du régime et de la classe dirigeante. L'article 112 du code pénal thaïlandais prévoit des **peines d'emprisonnement de 3 à 15 ans** pour toute personne reconnue coupable de lèse-majesté. Après le coup d'État militaire, les autorités ont étendu l'interprétation de cette disposition pour couvrir les critiques de la monarchie et du régime. Les citoyens liés au groupe des 'chemises rouges' ont été particulièrement visés. Le nombre d'arrestations et de condamnations a connu une forte hausse tandis que la compétence sur ces cas était transférée aux tribunaux militaires.

De nombreux individus ont été inculpés sur la base de publications sur Facebook et de messages privés. Un cas concerne Thanakorn Siriphaiboon, ouvrier d'usine de 27 ans et membre d'un groupe de 'chemises rouges' sur Facebook, qui a été arrêté et placé à l'isolement pour s'être **moqué du chien du roi** dans un post sur Facebook³².

La junte **annule les délibérations publiques démocratiques** organisées par la société civile, par exemple en interdisant un forum sur la réforme

³⁰ [The Guardian, Human rights in Thailand: Andy Hall's legal battle to defend migrant workers, 2016, http://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2016/jan/22/human-rights-thailand-andy-hall-legal-battle-migrant-workers](http://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2016/jan/22/human-rights-thailand-andy-hall-legal-battle-migrant-workers)

³¹ [The Guardian, Australian journalist faces jail after refugee report angers Thai navy, March 2014, http://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2016/jan/22/human-rights-thailand-andy-hall-legal-battle-migrant-workers](http://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2016/jan/22/human-rights-thailand-andy-hall-legal-battle-migrant-workers)

³² FIDH, [Fédération Internationale des Droits de l'Homme, 36 and counting - Lèse-majesté Imprisonment under thailands Military Junta, 2016, p. 8-9; https://www.fidh.org/IMG/pdf/fidh_thailand_report_lese_majeste.pdf](https://www.fidh.org/IMG/pdf/fidh_thailand_report_lese_majeste.pdf)

foncière au motif que ses propositions pourraient être différentes de celles du Conseil national de réforme (NRC)³³.

3.8.2 Droit à un procès équitable

L'utilisation des tribunaux militaires et de procès secrets viole le droit à un procès équitable

Le régime viole couramment le droit à un procès équitable, particulièrement le droit des individus accusés de crime de lèse-majesté et de critique du régime qui sont jugés devant des tribunaux militaires. Cela constitue une violation du droit à être jugé par un tribunal indépendant et impartial, étant donné qu'en Thaïlande, les tribunaux militaires ne sont pas indépendants du pouvoir exécutif et violent, à de nombreux égards, les règles de procédure pour un procès équitable. En premier lieu, la détention provisoire est appliquée dans 94 % des cas de lèse-majesté et la mise en liberté sous caution est constamment refusée. Cela constitue une atteinte aux droits à la liberté et à la présomption d'innocence³⁴.

Ensuite, les procès devant les tribunaux militaires sont souvent **à huis clos** et se déroulent en l'absence d'organisations de défense des droits de l'homme et de missions diplomatiques, en raison de vagues problèmes généraux de moralité publique et de sécurité nationale. Il est également avéré que les détenus ont été privés de leur droit à un avocat et ne bénéficient pas de suffisamment de temps pour préparer leur défense. Certains ont été placés à l'isolement ce qui augmente fortement, pour eux, le risque d'être torturés. Le taux de condamnation dans les cas de crime de lèse-majesté est de 100 %. De nombreux prévenus préfèrent plaider coupable pour voir leurs peines réduites.

3.8.3 Torture

La torture est courante en Thaïlande et l'impunité est la règle.

À plusieurs reprises, les militaires ont été **accusés de torturer les détenus**, notamment des activistes des 'chemises rouges'. L'armée a systématiquement démenti ces allégations³⁵. Dans un cas, Pornpen Khongkachonkiet, militante des droits de l'homme, a été poursuivie en justice pour avoir demandé des enquêtes sur des allégations de torture³⁶.

En novembre 2007, la Thaïlande a ratifié la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Cependant, le pays n'a promulgué aucune loi érigeant expressément la torture en crime ou mettant en œuvre les dispositions de cette convention.

³³ Idem.

³⁴ FIDH, 36 and counting - Lèse-majesté Imprisonment under Thailand's Military Junta, 2016, https://www.fidh.org/IMG/pdf/fidh_thailand_report_lese_majeste.pdf

³⁵ RFI, L'armée thaïlandaise accusée de tortures contre des manifestants, 2014, <http://www.rfi.fr/asia-pacifique/20140806-armee-thailandaise-accusee-tortures-contre-manifestants>

³⁶ Human Rights Watch, World Report Thailand, 2016, <https://www.hrw.org/world-report/2015/country-chapters/thailand>

En 2014, la Thaïlande a signalé au Comité des Nations unies contre la torture, entre autres, l'absence de **définition de la torture, qui a** disparu du code juridique du pays, ce dont le Comité a pris note, ainsi que l'utilisation constante de la torture et des disparitions forcées par la police et l'armée. Le Comité contre la torture a souligné la nature impérieuse de l'interdiction de la torture, en rappelant que l'état d'urgence ne pouvait pas être invoqué pour justifier ce crime³⁷.

L'impunité reste la règle commune dans les cas de torture, bien que dans plusieurs cas où les victimes sont décédées, des mesures limitées aient été adoptées pour établir la responsabilité des auteurs³⁸.

En octobre et en novembre 2015, deux détenus civils sont morts dans un centre de détention militaire qui venait d'ouvrir ses portes³⁹.

3.8.4 Peine de mort

La Thaïlande maintient la peine de mort, notamment pour les délits liés à la drogue.

La Thaïlande **a aboli la peine de mort pour les mineurs** en 2012. Cependant, le pays la maintient pour les adultes, notamment pour les infractions liées à la drogue. D'après le département de l'administration pénitentiaire, 413 personnes se trouvaient dans le couloir de la mort à la fin 2015, dont 55 % ont été condamnés pour des délits liés à la drogue⁴⁰. Sept prévenus ont été condamnés à mort pendant la seule année de 2015⁴¹ dont deux travailleurs migrants du Myanmar/de Birmanie inculpés du meurtre de deux routards britanniques. Ce cas a fait l'objet d'un recours en appel fondé sur des allégations de torture et de preuves insuffisantes. **La dernière exécution capitale a eu lieu en 2009**; deux personnes avaient été exécutées⁴².

³⁷ United Nations, Convention against torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, Concluding Observations on the Initial Report of Thailand, June 2014, <http://www.ohchr.org/en/hrbodies/cat/pages/catindex.aspx>

³⁸ Amnesty International, Rapport annuel 2015-2016 Thaïlande, 2015/2016, <https://www.amnesty.org/fr/countries/asia-and-the-pacific/thailand/>

³⁹ Amnesty International, Rapport annuel 2015-2016 Thaïlande, <https://www.amnesty.org/fr/countries/asia-and-the-pacific/thailand/>

⁴⁰ Amnesty international, Rapport mondial, condamnations à mort et exécutions 2015, <https://www.amnesty.org/fr/documents/document/?indexNumber=act50%2f3487%2f2016&language=en>

⁴¹ Amnesty international, Rapport mondial, condamnations à mort et exécutions 2015, <https://www.amnesty.org/fr/documents/document/?indexNumber=act50%2f3487%2f2016&language=en>

⁴² Amnesty international, Rapport mondial, condamnations à mort et exécutions 2015, <https://www.amnesty.org/fr/documents/document/?indexNumber=act50%2f3487%2f2016&language=en>

3.8.5 Migrations, passage en fraude et traite des êtres humains

Les réfugiés et les travailleurs migrants sont souvent victimes de trafiquants qui bénéficient de la complicité ou de l'implication directe de fonctionnaires de l'État.

La Thaïlande est un pays d'origine, de destination et de transit de **flux migratoires mixtes**. Ces flux sont composés de **réfugiés Rohingya** qui fuient la violence soutenue par l'État voisin, le Myanmar/la Birmanie⁴³, et de **travailleurs migrants**, dont le nombre est estimé à entre trois et quatre millions, ainsi que de populations déplacées à l'intérieur de la Thaïlande à cause du **conflit qui touche le sud du pays**.

Ces groupes sont fortement exposés aux trafiquants d'êtres humains et des rapports font état de complicités de la marine et de la police thaïlandaises dans la traite d'êtres humains. Les victimes de la traite sont **exploitées dans la pêche industrielle, les industries liées à la pêche, les usines et le travail domestique**. Les citoyens thaïlandais sont également victimes de la traite au sein du pays, vers l'Occident et le Moyen-Orient, notamment les femmes qui sont victimes de trafics ayant pour but l'exploitation sexuelle.

Les efforts visant à lutter contre la traite sont entravés par la **corruption et la complicité de l'État**, ainsi que par un manque de compréhension des éléments de ce crime et des moyens d'identifier les victimes⁴⁴, et par les procès intentés contre les défenseurs des droits de l'homme qui dénoncent les auteurs de la traite. Les victimes sont sanctionnées et détenues, et les autorités thaïlandaises ne leur offrent pas de protection appropriée. Dans certains cas, des fonctionnaires ont bénéficié directement de la vente de Rohingya destinés à être enrôlés dans le travail forcé⁴⁵.

En 2014, deux **journalistes américains ont été mis en examen pour diffamation**, pour avoir publié des extraits d'un reportage de Reuters qui évoquait la complicité de fonctionnaires dans la traite de réfugiés Rohingya et des fosses communes (voir le chapitre: Liberté d'expression, d'association et de réunion). Par la suite, les autorités ont ouvert une enquête sur les allégations apparues à la suite de l'**arrestation d'un général**. Cependant, Human Rights Watch croit que les enquêtes n'ont fait qu'effleurer la question⁴⁶ et le procureur chargé de l'enquête a récemment fui la Thaïlande pour l'Australie, en indiquant que l'enquête avait été entravée, qu'il avait reçu des menaces de mort et qu'il avait peur pour sa vie après avoir été

⁴³ The Guardian, Thai fishing industry turns to trafficking: 'We witnessed girls being raped again and again', 2015, <http://www.theguardian.com/global-development/video/2015/jul/20/thailand-fishing-industry-rohingya-trafficking-slavery-rape-video>

⁴⁴ US Department of State, Trafficking in Persons Report, 2016, <http://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/>

⁴⁵ The Guardian, Thai fishing industry turns to trafficking: 'We witnessed girls being raped again and again', 2015, <http://www.theguardian.com/global-development/video/2015/jul/20/thailand-fishing-industry-rohingya-trafficking-slavery-rape-video>

⁴⁶ The Guardian, Thai fishing industry turns to trafficking: 'We witnessed girls being raped again and again', 2015, <http://www.theguardian.com/global-development/video/2015/jul/20/thailand-fishing-industry-rohingya-trafficking-slavery-rape-video>

La traite des êtres humains représente un problème dans l'industrie thaïlandaise du sexe, en provenance, à destination et au sein de la Thaïlande.

transféré dans une zone où des groupes criminels auraient pu facilement lui faire du mal. Par la suite, il a été accusé de diffamation par les autorités⁴⁷.

La traite des êtres humains représente un problème dans l'**industrie du sexe** en Thaïlande, où des femmes et des enfants de Thaïlande, du Myanmar/de Birmanie, du Laos et du Viêt Nam sont exploités. Des rapports indiquent la collusion de fonctionnaires avec cette pratique, notamment **des fonctionnaires ayant des relations sexuelles tarifées avec des mineurs**, qui utilisent les informations provenant d'interrogatoires pour affaiblir leur cas et protègent les maisons closes des inspections et des descentes de police⁴⁸. La Thaïlande est un pays d'origine de la traite à des fins sexuelles vers l'Amérique du Nord, l'Europe, l'Afrique, l'Asie et le Moyen-Orient, y compris Israël. Enfin, la Thaïlande sert de pays de transit pour les trafiquants d'êtres humains. Les victimes originaires de Chine, du Myanmar/de Birmanie, du Bangladesh et du Viêt Nam sont emmenés en Malaisie, en Indonésie, à Singapour, en Russie, en Corée du Sud, aux États-Unis et dans les pays d'Europe occidentale via la Thaïlande.

3.8.6 Obligations internationales

La Thaïlande a signé ou ratifié la plupart des principaux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.

En tant que membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), la Thaïlande doit promouvoir les droits de l'homme, qui font partie de ses objectifs.

La Thaïlande passera un examen périodique universel en mai 2016 qui permettra d'évaluer dans quelle mesure elle respecte ses obligations internationales⁴⁹. La Thaïlande a signé ou ratifié **la plupart des principaux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme**. Comme les États membres de l'Union, la Thaïlande n'a pas signé ni ratifié la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Cependant, elle a signé et ratifié le Protocole additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, à réprimer et à punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. Néanmoins, elle a émis une réserve, conformément à l'article 15, paragraphe 3, du Protocole, pour ne pas être liée par l'article 15, paragraphe 2, du Protocole qui fixe les règles de négociations et d'arbitrage, et qui prévoit que la Cour internationale de Justice est compétente en cas de différends émanant des obligations déterminées par le Protocole.

En tant que membre de l'**Association des nations de l'Asie du Sud-Est** (ANASE), la Thaïlande compte parmi ses objectifs la promotion des droits de l'homme.

⁴⁷ Fortify Rights, EU: Maintain Pressure on Thailand to End Human Trafficking, 2016, <http://www.fortifyrights.org/publication-20160224.html>

⁴⁸ US Department of State, Trafficking in Persons Report, 2016.

⁴⁹ <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/UPRSessions.aspx>

3.9 Politique étrangère

La Thaïlande est l'un des quatre membres fondateurs de l'ANASE.

La situation politique en Thaïlande a entraîné un changement dans les relations bilatérales du pays dès lors que la junte a renforcé la coopération avec des partenaires très peu regardants sur les questions des droits de l'homme et de la démocratie.

Le Premier ministre chinois, Li Keqiang, a été le premier chef d'un grand État à effectuer une visite officielle en Thaïlande après le coup d'État, reconnaissant ainsi le gouvernement de la junte en novembre 2014.

La Thaïlande est l'un des **quatre membres fondateurs de l'ANASE**, avec l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines. Celle-ci a été créée en 1967 dans le but de promouvoir la paix et d'accélérer la croissance économique. L'ANASE est le principal pilier de la politique étrangère de la Thaïlande. La zone de libre-échange de l'ANASE est née à l'initiative de Bangkok. Le pays est jusqu'en 2018 coordinateur de l'ANASE pour les relations avec l'Union.

La Thaïlande est un membre de la Commission du Mékong (MRC) avec le Cambodge, le Laos et le Viêt Nam. Il est signataire du traité visant à promouvoir la coopération dans l'utilisation et la gestion de l'eau dans le bassin inférieur du Mékong. Cependant, ces dernières années, des projets de construction de barrages, en particulier le barrage controversé de Xayaburi à la frontière avec le Laos, ont introduit un climat de méfiance entre les membres de la MRC.

La situation politique du pays a entraîné un changement progressif dans les relations bilatérales du pays dès lors que la junte a renforcé la coopération avec des partenaires très peu regardants sur les questions des droits de l'homme et de la démocratie. Les États-Unis ont souligné les craintes croissantes au niveau régional liées aux ambitions hégémoniques perçues de la Chine, en particulier parmi les pays d'Asie du Sud avec des revendications territoriales concurrentes dans le sud de la mer de Chine. La Thaïlande n'a aucun droit sur ce différend maritime.

Chine

Les deux pays ont établi des relations diplomatiques en 1975. Au cours de la seconde moitié de la guerre froide, ils ont formé un alignement militaire peu solide contre les communistes vietnamiens en Indochine. À l'ère de l'après-guerre froide, les relations bilatérales restent en bonne santé, probablement en raison de l'absence de conflits territoriaux. Il existe des liens solides entre la famille royale thaïlandaise, les dirigeants chinois et la communauté chinoise intégrée en Thaïlande. La Chine est le plus grand partenaire commercial de la Thaïlande et a été la première grande puissance à reconnaître la junte. Le Premier ministre chinois, Li Keqiang, a été le premier chef d'un grand État à effectuer une visite officielle en Thaïlande après le coup d'État, reconnaissant ainsi le gouvernement de la junte en novembre 2014⁵⁰.

Lors de sa visite en Thaïlande, le Premier ministre chinois Li Keqiang a signé un contrat de 12,2 milliards de dollars pour la construction d'une ligne

⁵⁰ Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, Li Keqiang meets with Prime Minister Prayuth- Chan- ocha of Thailand, stressing to translate China- Thailand Friendship into Practical Results Benefiting the People, 2014, http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/topics_665678/ytjhzzdrsrlcldrfzshyxghd/t1209529.shtml

En juillet 2015, Bangkok a rapatrié de force plus de 100 membres de la minorité ethnique ouïghoure en Chine, où ils sont susceptibles de subir des représailles.

Un éditeur de Hong Kong a disparu en Thaïlande et est apparu à la télévision chinoise, faisant une confession publique.

Deux dissidents chinois ont disparu en Thaïlande en novembre 2015 et un journaliste en janvier 2016.

La Thaïlande était un allié politique et militaire fidèle des États-Unis pendant la guerre froide.

L'ampleur de l'exercice militaire annuel Gold Cobra a été réduite.

ferroviaire reliant la ville chinoise de Kunming à Bangkok. Les responsables thaïlandais se sont cependant raidis vis-à-vis des modalités proposées par la Chine pour la construction de la liaison ferroviaire, comprenant la gestion par la Chine, le droit de mettre en valeur des terres le long de la voie de 870 kilomètres et un taux d'intérêt de 4 % sur les prêts connexes⁵¹. Lancés en 2010, des exercices militaires conjoints sino-thaïlandais ont eu lieu régulièrement.

De plus, le plein essor de la classe moyenne chinoise offre des possibilités accrues d'échanges et d'investissement entre les deux États. En 1995, les arrivées annuelles de touristes en provenance de Chine se sont élevées à 15 000. En 2007, le nombre de touristes chinois a augmenté à près d'un million - dépassant les 700 000 touristes arrivant chaque année des États-Unis⁵².

Bangkok est si désireuse d'avoir de bonnes relations avec Pékin qu'elle n'a pas hésité en juillet 2015 à rapatrier de force, en violation avec le droit international, plus d'une centaine de membres de la minorité ethnique ouïghoure en Chine, où ils sont susceptibles de subir des représailles⁵³. En outre, la junte a permis sur son territoire la disparition en octobre 2015 de l'éditeur de Hong Kong Gui Minhai, spécialisé dans les ouvrages sur le Parti communiste chinois et qui était en vacances en Thaïlande. Gui a été montré plus tard en train de faire une confession publique à la télévision chinoise. En novembre 2015, deux dissidents chinois, Jiang Yefe et Dong Guangping, cherchant refuge en Thaïlande, ont été renvoyés en Chine malgré le fait d'avoir été reconnus comme réfugiés par les Nations unies. Plus récemment, un journaliste chinois nommé Li Xin a disparu en Thaïlande en janvier 2016.

États-Unis

La Thaïlande a été un allié politique et militaire fidèle aux États-Unis pendant la guerre froide, mais depuis, la Thaïlande a progressivement recentré sa politique étrangère sur son voisinage. Washington considère Bangkok comme un acteur stratégique dans la région et a donc été désireuse de procéder à des échanges avec les militaires thaïlandais. Ceci s'est traduit par l'exercice annuel multilatéral Gold Cobra, dans lequel les deux pays ont joué un rôle de premier plan depuis 1982. Cobra Gold

⁵¹ Yale Global, Thai Military Coup, 2015, <http://yaleglobal.yale.edu/content/thai-coup-alienates-us-giving-china-new-opening>

⁵² Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, Li Keqiang meets with Prime Minister Prayuth- Chan- ocha of Thailand, stressing to translate China- Thailand Friendship into Practical Results Benefiting the People, 2014, http://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/topics_665678/ytjhzdsrcldrfzshyjxghd/t1209529.shtml

⁵³ By Chris Buckley and Thomas Fuller: Chinese Journalist Seeking Refuge in Thailand Disappears, 25 janvier 2016, <http://www.nytimes.com/2016/01/26/world/asia/china-thailand-li-xin.html? r=0>

L'administration Obama a clairement fait savoir que les États-Unis souhaitent la démocratie et une amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays avant d'accepter de reprendre son partenariat à long terme.

implique maintenant plus de 20 pays et est devenu l'un des plus importants exercices militaires dans la région⁵⁴. Cependant, en réponse au coup d'État militaire, Washington a réduit les exercices conjoints Cobra Gold de 2015, limitant les manœuvres visant à réduire les missions humanitaires et la composante navale de d'environ 20 %. Certains analystes ont prédit que les exercices de 2016 pourraient être annulés si la Thaïlande n'était pas sur la voie d'élections démocratiques⁵⁵.

L'administration Obama a clairement fait savoir que les États-Unis souhaitaient la paix, la démocratie et une amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays avant d'accepter de reprendre son partenariat à long terme. Entre-temps, conformément à la loi américaine régissant les aides aux pays où la démocratie et les droits sont amoindris, les États-Unis avaient accordé plus de 4,7 millions de dollars à l'aide liée à la sécurité en Thaïlande après le coup d'État⁵⁶.

Russie

Les relations entre la Russie et la Thaïlande ont prospéré.

Les relations entre la Russie et la Thaïlande sont florissantes. La Russie a livré des hélicoptères, des chars, des formations de lutte contre le terrorisme et une assistance au renseignement de sécurité dans le pays dirigé par la junte. Au cours des 18 derniers mois, le Premier ministre, le général Prayuth, a rencontré trois fois le Premier ministre russe Dmitri Medvedev, qui a effectué une visite en Thaïlande en avril 2015 - la première visite d'un Premier ministre russe en 25 ans. Le Premier ministre a proposé à la Thaïlande de rejoindre l'Union économique eurasiennne, rejointe par le Viêt Nam en 2015. En outre, le ministre thaïlandais de la défense, le général Prawit Wongsuwan, s'est rendu à Moscou en février 2016 pour renforcer les liens militaires. Le secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, Nikolaï Patrouchev, a également effectué une visite en Thaïlande cette année et a convoqué une réunion du groupe de travail sur la sécurité. L'ambassadeur russe en Thaïlande a déclaré que la volonté de Moscou de soutenir le Premier ministre Prayuth Chan-ocha contraste fortement avec celle de l'administration Obama⁵⁷.

Cambodge

Les relations entre la Thaïlande et le Cambodge

Le Cambodge et la Thaïlande sont en conflit depuis des décennies au sujet du temple Prasat Preah Vihear, bâti au XI^e siècle sur la frontière qui sépare les deux pays. Le 11 novembre 2013, la Cour internationale de Justice a

⁵⁴ Nikkei Asian Review, Thai plan to buy China subs has US on edge, 2015, <http://asia.nikkei.com/Politics-Economy/International-Relations/Thai-plan-to-buy-China-sub-30270249>

⁵⁵ Yale Global, Thai Military Coup, 2015, <http://yaleglobal.yale.edu/content/thai-coup-alienates-us-giving-china-new-opening>

⁵⁶ The Nation, No thaw in Thai-US relations without full democracy, 2015, <http://www.nationmultimedia.com/opinion/No-thaw-in-Thai-US-relations-without-full-democrac-30270249.html>

⁵⁷ Washington Times, Russia boosts Thailand's military as U.S steps aside after coup, 2016, <http://www.washingtontimes.com/news/2016/feb/21/russia-boosts-prayuth-chan-ochas-military-in-thail/?page=all>

se sont améliorées depuis que le conflit frontalier sur le temple de Prasat Preah Vihear a été résolu.

confirmé son arrêt de 1962, lequel confirme la souveraineté du Cambodge sur l'ensemble du territoire du plateau de Preah Vihear, obligeant l'armée et les forces de police thaïlandaises à se retirer. La Thaïlande a créé une commission mixte avec le Cambodge pour négocier des plans de développement concertés, mais l'initiative ne s'est pas concrétisée à cause de la crise politique à Bangkok. Les excellentes relations du Premier ministre Hun Sen avec l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra ont probablement contribué à l'escalade des tensions dans la zone frontalière avant que Yingluck Shinawatra ne soit élu Premier ministre⁵⁸. Des milliers de travailleurs migrants cambodgiens migrent vers la Thaïlande chaque année.

Relations avec le Myanmar/la Birmanie

D'importants intérêts thaïlandais sont en jeu dans les relations avec le Myanmar/la Birmanie.

La Thaïlande conduit depuis longtemps la politique d'engagement constructif de l'ANASE à l'égard du Myanmar. Des intérêts thaïlandais majeurs sont en jeu dès lors que Bangkok compte sur les importations de gaz en provenance du Myanmar et sur les bénéfices de l'exploitation forestière des concessions dans le pays.

La frontière de 2 100 km entre la Thaïlande et le Myanmar est depuis des années un sanctuaire pour les milices ethniques minoritaires opposées à Yangon. La Thaïlande est en outre confrontée au trafic de drogue transfrontalier et à l'immigration clandestine en provenance du Myanmar. Depuis près de deux décennies, la Thaïlande a accueilli des réfugiés birmans, la plupart du temps Rohingyas, fuyant les violences dans leur pays.

Corée du Nord

La Corée du Nord et la Thaïlande entretiennent d'excellentes relations.

En 2015, la junte a organisé des célébrations pour marquer le 40^e anniversaire des relations diplomatiques entre la Thaïlande et la Corée du Nord, la Corée du Nord proposant d'ouvrir une ambassade de Thaïlande dans sa capitale afin de favoriser les futurs investisseurs thaïlandais et de faciliter les échanges culturels. La Corée du Nord a proposé une coopération économique plus solide entre les deux pays. Le vice-Premier ministre Thai Wissanu Krea-Ngam a remercié la Corée du Nord pour la compréhension de la situation politique en Thaïlande et sa reconnaissance de la légitimité du gouvernement de la junte⁵⁹.

3.10 Économie

Malgré l'agitation politique, l'économie thaïlandaise fait preuve de résilience.

La Thaïlande est la deuxième plus grande économie en Asie du Sud-Est et l'une des destinations les plus importantes pour les investisseurs étrangers et le tourisme dans la région. Son PIB nominal s'élève à 404,8 milliards de

⁵⁸ The Economist, Thailand and Cambodia, 2013,

<http://www.economist.com/blogs/banyan/2013/11/thailand-and-cambodia>

⁵⁹ Coconuts Bangkok, Thailand to celebrate close relations with North Korea, 2015,

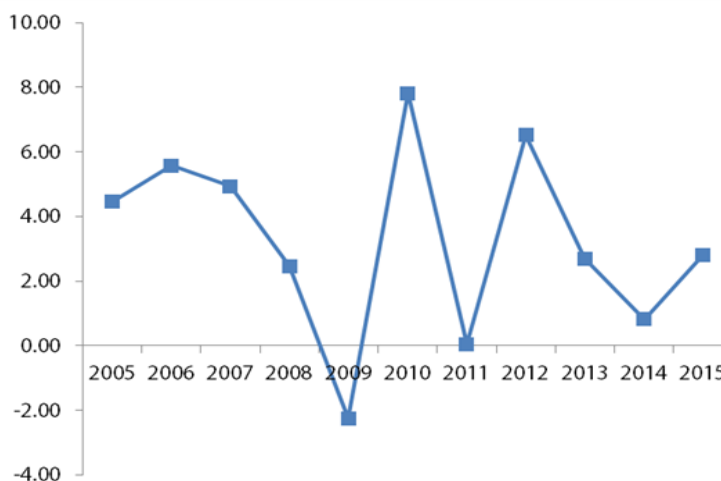
<http://bangkok.coconuts.co/2015/01/08/thailand-celebrate-close-relations-north-korea>

dollars (2014), environ 5 780 dollars par habitant. Grâce à ses performances économiques, le pays s'est hissé au niveau de la catégorie 'revenu moyen supérieur' dans la classification de la Banque mondiale.

La croissance économique a enregistré une légère hausse de 2,8 % en 2015.

Malgré la résistance aux chocs extérieurs, à la crise politique et aux catastrophes naturelles de l'économie thaïlandaise, le coup d'État de mai 2014 a entraîné une forte décélération économique. La croissance du PIB thaïlandais a ralenti à 0,8 % en 2014 (figure 1). Une modeste reprise semble être en cours, comme le prouve le taux de croissance de +2,8 % estimé pour 2015 (estimations FMI, Perspectives de l'économie mondiale 2015).

Figure 1:
Taux de croissance du PIB de la Thaïlande (en %)

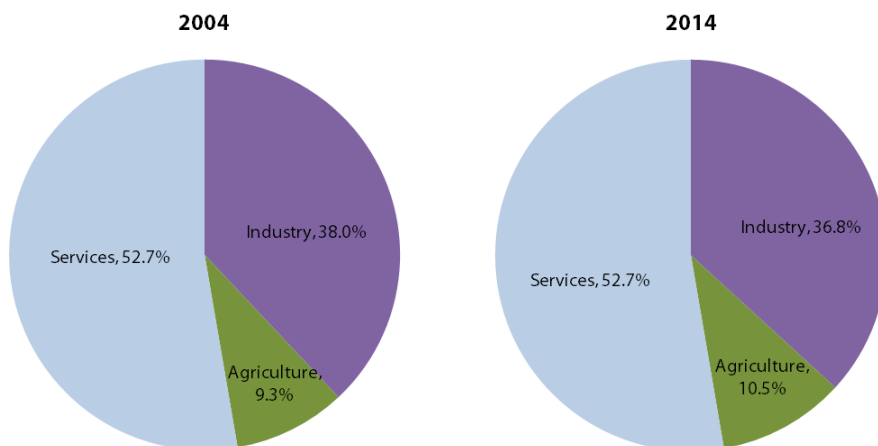


Source: *Statistiques financières internationales, Fonds monétaire international*

La Thaïlande est une économie industrialisée avec un secteur des services en pleine croissance.

Depuis plus de quarante ans, la Thaïlande a connu une réussite économique remarquable, passant d'une économie basée sur l'agriculture à une économie industrialisée. Cette transition s'est traduite par une forte baisse de la part du PIB provenant du secteur agricole, qui se situe à présent à 10 % seulement. En dépit de cette faible proportion, l'agriculture a été l'épine dorsale du développement économique en Thaïlande et conserve un rôle clé en tant que source de revenu dominante chez les Thaïlandais. Plus de 25 % des exportations proviennent de l'agriculture, tandis que les importations agricoles sont négligeables. Le principal moteur de la croissance pour la Thaïlande a cependant été l'émergence de l'industrie manufacturière. L'industrie contribue aujourd'hui à moins de 37 % du PIB. Depuis la fin des années 1990, le secteur des services thaïlandais a connu un important essor, et participe désormais à plus de 50 % de son PIB (figure 2). Ce secteur est dominé par les activités liées au tourisme.

Figure 2:
L'évolution des secteurs économiques - la part du secteur de la valeur ajoutée (%).



Source: Banque mondiale

Les services se sont remis plus rapidement de la crise de 2014. La reprise de l'industrie a été modeste, tandis que l'agriculture est encore hésitante.

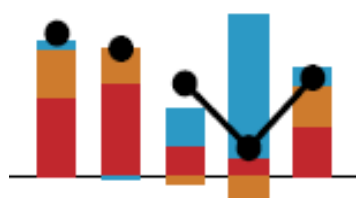
L'investissement public en 2015 a augmenté très rapidement après s'être contracté l'année précédente, stimulant la reprise dans tous les secteurs économiques.

Les développements économiques récents ont montré le rôle positif joué par le secteur des services. Les services ont augmenté de 5 % en 2015, le secteur du tourisme contribuant fortement à la reprise globale. Les services touristiques et liés au tourisme ont enregistré une augmentation de 20 % des arrivées de touristes par rapport à l'année 2014⁶⁰.

L'industrie a également montré une croissance modeste (+2 %), conduite principalement par l'industrie automobile et l'industrie alimentaire. Le secteur de l'agriculture a continué à diminuer en raison du faible niveau des prix des produits de base au niveau mondial, combiné à des chocs externes dans certains secteurs clés (riz, huile de palme et pêche).

Le principal moteur de la reprise a toutefois été l'investissement du secteur public. Le gouvernement a relancé la croissance en augmentant les décaissements pour les projets de développement infrastructurel (par exemple gestion de l'eau, routes, projets ruraux et communautaires) (figure 3).

Figure 3:
L'inflation en Thaïlande, indice des prix à la consommation (% annuel)



Source: Havier Analytics; estimations des experts de la Banque mondiale (groupe Banque mondiale 2016)

⁶⁰ Asia Development Bank (ADB), Asian Development Outlook 2016: Asia's Potential Growth, March 2016.

La demande intérieure reste faible.

Les exportations nettes ont augmenté à la suite d'une baisse des importations et non d'une hausse des exportations.

Un autre facteur ralentissant l'économie en 2014 a été la faible demande intérieure et extérieure. L'année 2015 a cependant envoyé quelques modestes signaux positifs. Sur le plan intérieur, la consommation privée a augmenté de 2,1 % depuis 2014. Les exportations nettes ont également augmenté davantage que les années précédentes. Cette contribution positive à la croissance du PIB est due à une baisse des importations de biens et services en termes réels, qui compense la réduction des exportations. La dynamique influant les importations reflète la contraction de la demande intérieure combinée à la baisse des prix des produits de base. En comparaison, concernant les exportations, la hausse des bénéfices du tourisme a compensé la baisse des exportations de marchandises. En conséquence, l'inflation a été négative pour la première fois depuis septembre 2009 (figure 4).

Figure 4:
L'inflation en Thaïlande, indice des prix à la consommation (% annuel)



Source: Banque mondiale

Les perspectives de l'économie thaïlandaise semblent prometteuses, mais la stabilité politique et les investissements doivent être maintenus.

Les projections économiques pour les prochaines années sont positives, bien que modestes. Les prévisions de la Banque asiatique de développement (ADB) sont de 3 % pour 2016 et de 3,5 % pour 2017. Ce scénario suppose qu'un climat politique stable soit maintenu et que les investissements publics infrastructurels puissent continuer à alimenter la croissance. En particulier, les dépenses publiques pourraient stimuler l'investissement grâce à la mise en œuvre du plan directeur des infrastructures de transport (2016-2022), qui comprend la réalisation de 20 projets de développement infrastructurel en 2016, pour un coût total de 51 milliards de dollars⁶¹.

Afin de garantir des performances économiques positives, la Thaïlande devrait améliorer les facteurs qui influent sur sa compétitivité et son attractivité. Le classement de la Fondation du patrimoine mondial

⁶¹ La liste des projets comprend les autoroutes, les chemins de fer, les ports, l'expansion de l'aéroport international de Bangkok, etc.

concernant 'la liberté économique' montre que la Thaïlande est mal notée en ce qui concerne l'État de droit (droit de propriété, corruption), un élément important déterminant l'attractivité d'un pays pour les investisseurs étrangers. Dans la continuité de ce résultat, la Thaïlande est passée du 46^e au 49^e rang selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale, sur 189 pays⁶².

3.11 Commerce

La Chine et l'Union sont les partenaires commerciaux les plus importants de la Thaïlande.

La Thaïlande est un important producteur et exportateur mondial de produits agricoles et de produits alimentaires transformés.

La Thaïlande a rejoint l'Organisation mondiale du commerce en 1995. Son économie a maintenu un haut degré d'ouverture au commerce international et à l'intégration dans l'économie mondiale. Son indice d'ouverture commerciale (somme des exportations et des importations de biens et services par rapport au PIB) s'élevait à 131,8 % en 2014.

Le montant des exportations thaïlandaises pour 2014 s'élevait à environ 227,9 milliards de dollars, alors que les importations avoisinaient les 227,5 milliards de dollars (figure 5). Les principaux partenaires commerciaux de la Thaïlande sont la Chine, le Japon, l'Union européenne et les États-Unis. Elle a récemment intensifié ses relations commerciales et d'investissement avec le Cambodge, la République démocratique populaire du Laos, le Myanmar et le Viêt Nam.

La Thaïlande est un important producteur et exportateur mondial de produits agricoles et de produits alimentaires transformés. Elle exporte essentiellement du riz⁶³, des produits de la pêche (thon en conserve), des automobiles et pièces détachées, des appareils électriques, des ordinateurs et des composants, des bijoux et pierres précieuses, etc. Ses principales importations sont les machines et pièces de machines, le pétrole brut, les machines électriques et leurs pièces, les produits chimiques, le fer, l'acier et leurs produits, les pièces automobiles et la bijouterie.

⁶² L'indice de la facilité de faire des affaires classe les économies de 1 à 189, la première place étant la meilleure, <http://www.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/thailand/>

⁶³ Pendant longtemps, la Thaïlande était dotée d'un système d'intervention sur les prix pour le riz (jusqu'à 2014), mais une stratégie à long terme pour le secteur reste à être véritablement déterminée (examen des politiques commerciales de l'OMC 2015).

Figure 5:
Cinq principaux partenaires
commerciaux de la
Thaïlande, 2014

Origine des importations				Destination des exportations				Partenaires commerciaux			
#	Origine	millions d'€	%	#	Destination	millions d'€	%	#	Partenaire	millions d'€	balance
1	Chine	28 114	16,9	1	Chine	18 116	11,0	1	Chine	46 230	-9 998
2	Japon	25 942	15,6	2	USA	17 308	10,5	2	Japon	41 646	-10 238
3	UE 28	14 159	8,5	3	UE 28	16 698	10,2	3	UE 28	30 857	2 539
4	USA	10 722	6,4	4	Japon	15 704	9,6	4	USA	28 031	6 586
5	Malaisie	9 311	5,6	5	Malaisie	9 218	5,6	5	Malaisie	18 529	-93
Ensemble des importations:		166 373		Total exportations:		164 326		Balance commerciale:		-2 047	

Source: DG TRADE, Commission européenne

Figure 6:
Importations et exportations
de marchandises de la
Thaïlande en millions de
dollars



Source: Indicateurs de données de la Banque mondiale

Son régime commercial est caractérisé par des tarifs élevés dans certains secteurs, en particulier dans l'agriculture. D'autres barrières commerciales existent comme un manque de transparence dans la politique douanière, l'utilisation du contrôle des prix ou des exigences de certificats d'importation dans certaines industries, et une mauvaise protection des droits de propriété intellectuelle⁶⁴.

La Thaïlande participe également à plusieurs accords de libre-échange régionaux et bilatéraux. La Thaïlande a signé des accords commerciaux avec le Bahreïn, la Chine, le Pérou, l'Australie, le Japon, l'Inde et la Nouvelle-Zélande. Elle a également entamé des négociations avec des États-Unis en

⁶⁴ United States Trade Representative (USTR), '2014 National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers', 2014, <http://www.ustr.gov/sites/default/files/2014%20NTE%20Report%20on%20FTB%20Thailand.pdf>

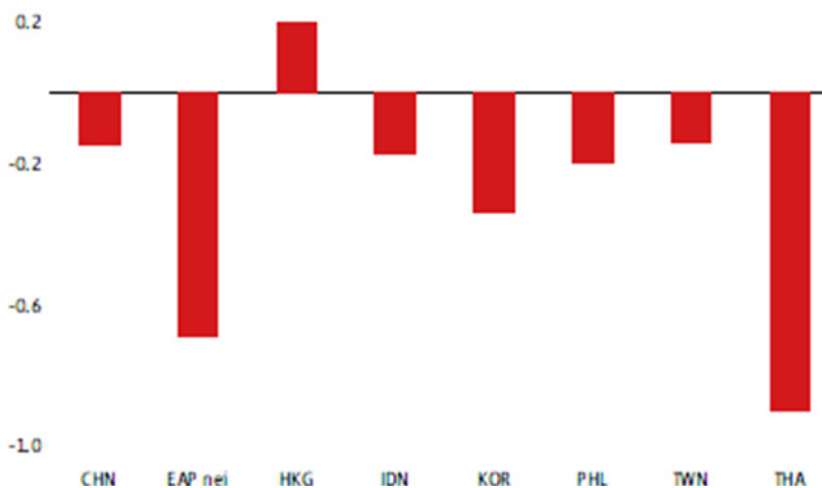
La Thaïlande a choisi de ne pas se joindre aux négociations du Partenariat transpacifique (TPP), mais fait maintenant face à de sérieux risques de détournement des échanges.

Son exclusion du TPP pourrait coûter à la Thaïlande 0,9 % de son PIB.

2004, mais celles-ci ont été suspendues en 2006 et n'ont jamais repris. D'autre part, la Thaïlande a signé un accord de libre-échange avec le Chili et un accord 'de portée partielle' avec le Pérou est entré en vigueur.

La Thaïlande n'a pas encore adhéré à l'accord de partenariat transpacifique (TPP), bien que les États-Unis considèrent le pays comme un partenaire potentiel. De nombreuses entreprises et membres de la société civile thaïlandaises se méfient des engagements potentiels dans le domaine des droits d'auteur et des brevets, et des obligations liées aux questions commerciales non traditionnelles telles que les règlements en matière de travail et l'accès à la médecine. L'accord TPP ayant été signé, une concurrence accrue avec les pays membres du TPP est à prévoir, résultat à la fois d'un effet tarifaire (les tarifs les plus bas régleront les échanges entre les membres du TPP) et des règles d'origine plus strictes pour les pays non membres du TPP. Pour la Thaïlande, des résultats négatifs pourraient se matérialiser dans les secteurs de l'équipement automobile et des transports. La perte estimée du PIB pourrait être égale à 0,9 % du PIB dans le scénario de suite de mise en œuvre du TPP prévu par le groupe de la Banque mondiale⁶⁵. Il s'agit là de la plus grande perte attendue parmi les pays non membres du TPP en Asie (figure 7).

Figure 7:
Variation du PIB pour les pays non membres du TPP (%)



Source: Javier Analytics; estimations des experts de la Banque mondiale (groupe de la Banque mondiale 2016)

Les opportunités de commerce et d'investissement de la Thaïlande pourraient provenir de la Communauté économique de l'ANASE (AEC), qui est entrée en vigueur le 31 décembre à 2015.

L'avenir est plus prometteur à l'intérieur de l'ANASE, la Thaïlande étant sur le point de devenir le principal centre logistique et la

Des progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord global sur l'investissement de l'ANASE (ACIA) pour la libéralisation et la protection des opérations d'investissements et des investissements transfrontaliers. D'importants travaux infrastructurels sont déjà en cours pour améliorer la

⁶⁵ World Bank, Growing Challenges, 2014, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/24015/9781464809064.pdf>

principale passerelle pour le commerce et l'investissement dans la région.

connectivité en Asie du Sud-Est à travers les infrastructures ferroviaires et routières, le transport maritime et aérien. La Thaïlande a renforcé son rôle de plateforme logistique et d'accès au commerce au sein de l'ANASE et avec l'étranger.

4 L'Union et la Thaïlande

4.1 Relations politiques

L'accord CE-ANASE de 1980 constitue le cadre juridique des relations avec la Thaïlande.

L'accord de partenariat et de coopération (APC) entre l'Union et la Thaïlande a été signé en novembre 2013. Le 23 juin 2014, le Conseil a adopté des conclusions sur la Thaïlande selon lesquelles: 'Les visites officielles en Thaïlande ont été suspendues; l'Union et ses États membres ne signeront pas d'accords de partenariat et de coopération avec la Thaïlande tant qu'un gouvernement démocratiquement élu ne sera pas en place. D'autres accords seront, le cas échéant, affectés'⁶⁶.

4.2 Coopération au développement et aide humanitaire de l'Union

En tant que pays à revenu moyen supérieur capable de financer son propre développement, la Thaïlande cesse de bénéficier des subventions bilatérales de l'Union au titre de l'instrument de coopération au développement (DCI).

En tant que pays à revenu moyen supérieur capable de financer son propre développement, la Thaïlande ne bénéficiera plus des subventions bilatérales de l'Union au titre de l'instrument de coopération au développement (DCI). Cependant, dans le cadre de l'approche différenciée, le pays reste éligible pour les fonds alloués par le biais de programmes thématiques et régionaux.

Quelques 120 000 réfugiés du Myanmar/de la Birmanie vivent dans des camps le long de la frontière. L'Union a fourni une aide à ces camps dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'assainissement de l'eau et des conditions de vie pour un montant de plus de 150 millions d'euros depuis le début de la crise des réfugiés en 1995, dont plus de 100 millions d'euros ont transité par le service de la Commission à l'aide humanitaire et à la protection civile. Pendant les inondations de 2011 en Thaïlande, l'Union a fourni 2 millions d'euros pour financer les besoins les plus urgents.

4.3 Droits de l'homme

L'Union européenne a demandé à plusieurs

L'Union a appelé à plusieurs reprises le régime à rétablir le processus démocratique, respecter les droits de l'homme et cesser de juger des civils devant des tribunaux militaires. Après le coup d'État, l'Union a augmenté

⁶⁶ Conseil de l'Union européenne, conclusions du Conseil sur la Thaïlande, 2014, http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/143330.pdf

reprises au régime de respecter les droits de l'homme et a renforcé son engagement avec la société civile.

son engagement avec la société civile, y compris par l'organisation de consultations régulières avec la société civile pour évaluer la situation des défenseurs des droits de l'homme. La délégation s'est également rendue dans plusieurs provinces et a rencontré des étudiants détenus⁶⁷.

L'Union mène des projets pour promouvoir les droits de l'homme dans le pays. 21 projets sont mis en œuvre dans le cadre du programme 'Acteurs non étatiques et autorités locales'. Un nouveau programme pour les organisations de la société civile est en cours, de 2014 jusqu'en 2020. La délégation de l'Union a proposé une contribution indicative de 12 millions d'euros pour 2014-2017.

L'Union soutient un grand nombre de **projets** en 2015-2016. Cela se caractérise par:

- 10 millions d'euros pour les personnes déracinées⁶⁸;
- 6 millions d'euros pour améliorer la contribution des organisations de la société civile aux processus de gouvernance et de développement (2015)⁶⁹;
- 3,7 millions d'euros pour un projet mis en œuvre par l'Organisation internationale du travail mettant l'accent sur les conditions dans le secteur thaïlandais de la pêche⁷⁰.

Le prochain examen périodique universel sur la Thaïlande en mai 2016 est l'occasion pour l'Union de soulever la question des droits de l'homme.

Le dialogue politique le plus récent sur les droits de l'homme entre l'Union et l'ANASE a eu lieu à Bruxelles en octobre à 2015. Les participants ont discuté, entre autres, de la traite des personnes, de la responsabilité sociale des entreprises et de la liberté d'expression. Afin de soutenir les organismes de protection des droits de l'homme de l'ANASE et les États membres dans le domaine des droits de l'homme, l'Union et l'ANASE ont créé la Facilité pour l'instrument de dialogue sur les droits de l'homme UE-ANASE⁷¹.

Le prochain **examen périodique universel** qui se tiendra en mai 2016 est une occasion supplémentaire de soulever les questions des droits de l'homme et des obligations internationales avec le régime⁷².

⁶⁷ [Rapport annuel de l'Union 2014, Droits de l'homme et la démocratie dans le monde, http://eeas.europa.eu/human_rights/docs/2014-hr-annual-report_fr.pdf](http://eeas.europa.eu/human_rights/docs/2014-hr-annual-report_fr.pdf)

⁶⁸ Annexe 2 de la décision d'exécution de la Commission 2015, https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/aap-financing-asia-regional-annex2-20150813_en.pdf

⁶⁹ European Commission Work Programme for Grants of the European Union to Thailand 2015, https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/awp-2015-thailand-deleg_en.pdf

⁷⁰ ILO, Combatting unacceptable forms of work in the Thai Fishing and Seafood Industry, 2016, http://www.ilo.org/global/meetings-and-events/regional-meetings/asia/aprm-15/media-centre/WCMS_460873/lang--fr/index.htm

⁷¹ ASEAN, Readi Dialogue, 2016/17, <http://readi.asean.org/dialogue/>

⁷² <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/UPRSessions.aspx>

4.4 Relations commerciales

L'Union est le troisième partenaire commercial de la Thaïlande après la Chine et le Japon.

L'Union est aussi le deuxième investisseur en Thaïlande.

Classée 24^e sur la liste des partenaires commerciaux mondiaux de l'Union, la Thaïlande est en fait le troisième partenaire commercial de l'Union parmi les pays de l'ANASE, après Singapour et la Malaisie. Réciproquement, l'Union est le troisième partenaire commercial de la Thaïlande après la Chine et le Japon. En 2015, la valeur des exportations de la Thaïlande vers l'Union était de 19,5 milliards d'euros tandis que les importations de l'Union étaient de 13,3 milliards d'euros, le total des échanges se sont élevés à un montant de 32,8 milliards d'euros.

Les exportations de l'Union sont dominées par les produits de haute technologie, notamment les machines et les appareils électriques, les produits pharmaceutiques, les véhicules, les métaux précieux, et les instruments d'optique. Les produits d'exportation clés de la Thaïlande comprennent les machines et appareils électriques, les produits alimentaires, les matières plastiques / le caoutchouc, les véhicules et les métaux précieux / perles.

L'Union est aussi le deuxième investisseur en Thaïlande. Les stocks d'investissements en 2011 ont été de 14,07 milliards d'euros, alors que les investissements directs à l'étranger cumulés de la Thaïlande vers l'Union se sont élevés à 800 millions d'euros en 2010. Le potentiel d'investissement européen dans le pays est entravé par des obstacles, parmi lesquels un climat difficile et des restrictions portant sur l'IDE (par exemple les limites à la propriété étrangère, les réglementations spécifiques au secteur, comme dans les secteurs financier, des télécommunications, de la logistique, et des assurances).

Figure 8:
Échanges de biens entre l'Union et la Thaïlande

	Importations depuis l'Union:	Exportations vers l'Union:
<i>Valeur 2015</i>	13 369 millions d'euros	19 537 millions d'euros
<i>Valeur 2014</i>	12 450 millions d'euros	18 538 millions d'euros
Rang de l'Union (pour la Thaïlande) en 2014	3	3
Rang de la Thaïlande (pour l'Union) en 2014	28	19
% total de la Thaïlande en 2014:	8,5	10,2
% total de l'Union en 2014:	0,7	1,1

Source: DG TRADE, Commission européenne

Les préférences du SPG de l'Union ont pris fin en 2015 en raison de l'accès du pays

Les négociations pour un accord de libre-échange Union-Thaïlande lancées en 2013 ont été interrompues suite au coup d'État, après deux cycles de négociations. L'ALE était un projet destiné à stimuler les relations commerciales entre les deux pays, et aurait pu être un moyen pour la

au statut de pays à revenu intermédiaire.

Thaïlande de compenser en partie la perte, en 2015, des tarifs préférentiels dans le cadre du système généralisé de préférences (SGP) de l'Union européenne. L'Union ayant conclu un accord de libre-échange avec le Viêt Nam et d'autres discussions étant en cours avec d'autres membres de la région, la Thaïlande pourrait voir ses échanges et ses investissements avec l'Union se détériorer à moins que la démocratie ne soit rapidement rétablie et que les négociations de l'ALE puissent redémarrer.

4.5 Dialogue UE - Thaïlande La pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN)

L'Union joue un rôle clé dans la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN).

L'Union, qui représente environ 30 % des importations de poissons dans le monde, joue **un rôle clé dans la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN)**.

Le règlement INN de l'Union vise à prévenir, à décourager et à éradiquer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Le 1^{er} janvier 2010, l'Union a adopté le règlement (CE) n° 1005/2008 destiné à prévenir, à décourager et à éradiquer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Le règlement s'applique à toutes les opérations de débarquement et de transbordement des navires de pêche européens et de pays tiers dans les ports de l'Union, et à l'ensemble du commerce des produits de la pêche en mer à destination et en provenance de l'Union. Il vise à faire en sorte que les produits de la pêche capturés illégalement ne soient pas vendus sur le marché européen.

Les États doivent être en mesure de certifier l'origine des produits de la mer et de la pêche exportés vers l'Union.

Le règlement exige que l'État de pavillon certifie l'origine et la légalité du poisson, assurant ainsi la traçabilité complète de tous les produits de la pêche en mer commercialisés depuis ou dans l'Union. Lorsque l'État de pavillon est incapable de certifier la légalité des produits en conformité avec les règles internationales, la Commission européenne (CE) met en place **un processus de coopération et d'assistance avec** ceux-ci afin de les aider à améliorer leur cadre juridique et leurs pratiques. Les étapes de ce processus consistent en des cartes d'avertissements (cartes jaunes), des cartes vertes si les problèmes sont résolus et des cartes rouges s'ils demeurent; Cette dernière entraîne une interdiction des échanges.

La Commission peut émettre des cartes jaunes et rouges lorsque les pays ne se conforment pas au règlement INN.

Hormis le système de certification, le règlement INN introduit un système d'avertissement de l'Union permettant le partage d'informations entre les autorités douanières des États membres de l'Union sur les cas présumés de pratiques illégales.

La Thaïlande est un important exportateur de produits de la pêche vers l'Union.

La Thaïlande est un important exportateur de produits de la pêche vers l'Union. En 2014 le secteur thaïlandais de la pêche a réalisé des exportations d'un montant de **4,8 milliards d'euros** (les exportations totales de produits de la pêche vers l'Union en 2014 se sont élevées à 575 millions d'euros). Les principaux produits importés sont les conserves de thon, les produits de l'aquaculture et les longes de thon.

La Commission a relevé des lacunes dans l'industrie thaïlandaise de la pêche. Ceci a conduit à la pré-identification de la Thaïlande en tant que pays potentiellement non coopératif en vertu du règlement INN. Le pays a

reçu une carte jaune le 21 avril 2015.

La Commission a relevé des lacunes dans l'industrie de la pêche thaïlandaise et lui a attribué une carte jaune le 21 avril 2015.

Les **principales lacunes étaient les suivantes:**

- **le cadre juridique obsolète n'était** pas conforme aux obligations internationales de la Thaïlande;
- des dispositions légales incomplètes pour assurer le suivi des infractions et l'absence de catalogues de sanctions dissuasives;
- le manque de collaboration entre le département de la pêche et les autres autorités ainsi qu'avec les **États de pavillon tiers** débarquant en Thaïlande;
- **le manque de contrôle de la flotte sur l'enregistrement, l'autorisation et le système de surveillance des navires par satellite (VMS):** la flotte de pêche active comptait environ 42 500 navires dont 30 % ne disposaient pas de licence légale;
- des contrôles de surveillance, des systèmes de surveillance et de traçabilité insuffisants en ce qui concerne le contrôle des produits destinés pour le marché de l'Union;
- travail forcé et traite des personnes (TIP) liées aux activités de pêche INN (à bord des navires de pêche et dans l'industrie des produits de la mer).

L'industrie thaïlandaise de la pêche est un employeur ayant largement recours au travail forcé.

L'industrie thaïlandaise de la pêche est un employeur ayant largement recours au travail forcé, notamment celui des victimes de la traite des personnes, subissant coups et blessures, torture, parfois jusqu'à la mort, et forcés de passer des années en mer. L'utilisation du travail des migrants (90 % des travailleurs sont des migrants) et la prédominance de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) nourrissent cette pratique. Ceci est le fruit d'une combinaison d'inspections gouvernementales insuffisantes et de l'épuisement des stocks qui oblige les pêcheurs à s'appuyer sur une main-d'œuvre bon marché, à aller sans cesse plus loin et à rester plus longtemps en mer, causant une augmentation des heures de travail et renforçant l'exploitation.

L'Union fait pression sur les autorités afin qu'elles se conforment aux normes internationales relatives à l'industrie de la pêche.

En 2015, la Commission européenne a adressé une carte jaune aux autorités de la Thaïlande, les pressant d'apporter des changements en vue d'assurer la durabilité sociale et environnementale de l'industrie, à défaut de quoi, une interdiction d'importation pouvait être imposée. Le régime a par la suite pris des mesures législatives en vue de respecter les normes internationales dans le secteur thaïlandais de la pêche et des produits de la mer. Celles-ci comprennent l'enregistrement des travailleurs migrants non enregistrés sur les navires de pêche et dans l'industrie de transformation; le renforcement des inspections au sein des différents organismes; l'application de sanctions et l'interdiction des travailleurs de moins de 18 ans dans l'industrie des produits de la mer.

Cependant, d'autres mesures d'application de la loi sont nécessaires, les inspections étant irrégulières et les transferts d'équipage ayant souvent lieu

Des ONG de défense des droits de l'homme ont publié une lettre ouverte en 2016, demandant à l'Union de proroger la carte jaune infligée à la Thaïlande.

Les autorités thaïlandaises et la Commission ont convenu de mettre à jour le cadre juridique de la Thaïlande.

De nouvelles règles sont en cours d'élaboration pour lutter contre la pêche INN et les principales violations des droits de l'homme.

en mer afin d'éviter les inspections⁷³. En outre, ces mesures ne comprennent de réforme de la législation qui oblige à l'heure actuelle les migrants à se soumettre à une procédure d'enregistrement lourde et coûteuse, accroissant leur vulnérabilité vis à vis du travail forcé pratiqué par les courtiers et les trafiquants. En outre, elles ne modifient pas la législation existante qui interdit aux travailleurs migrants de créer des syndicats ou d'en être membre actif⁷⁴.

Peu de temps après cette visite, le 25 février 2016, la Human Rights Watch et 26 autres **ONG ont publié une lettre ouverte** adressée à l'Union, l'invitant à **proroger la 'caractérisation carte jaune'** (et à envisager l'attribution d'une carte rouge au bout de six mois), tout en exigeant des résultats tangibles et des efforts constants, et en mettant particulièrement l'accent sur l'exécution⁷⁵. Les membres du Parlement européen ont également interpellé la Commission sur la question de la traite des personnes dans l'industrie thaïlandaise des produits de la mer⁷⁶ et ont souligné la nécessité d'assurer le respect des droits de l'homme dans les négociations relatives à l'ALE (entre-temps interrompues)⁷⁷.

Les autorités thaïlandaises et la Commission ont convenu, dans un premier temps, de mettre à jour le cadre juridique de la Thaïlande. Le 3 novembre 2015, le gouvernement de la Thaïlande a adopté la nouvelle ordonnance royale sur la pêche. A la même date, le Conseil des ministres a adopté le plan d'action national visant à prévenir, à décourager et à éradiquer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Afin que le nouveau cadre juridique soit pleinement exécutoire, l'adoption de 91 règles d'application est nécessaire. Une nouvelle loi (ou 'ordonnance royale') a été rédigée avec l'appui ferme de la direction générale des affaires maritimes et de la pêche de la Commission (DG MARE). Elle s'appuie sur les normes internationales applicables et représente une étape importante afin de lutter et de décourager non seulement les activités de pêche INN, mais également les problèmes liés à la traite des personnes et au travail forcé dans l'industrie des produits de la mer.

La nouvelle ordonnance royale s'attaque, pour la première fois, aux questions clés, y compris l'autonomisation des autorités compétentes, la mise en place d'un cadre pour la traçabilité complète des produits de la pêche, l'identification des infractions graves et la mise en place d'un régime de sanctions proportionnées et dissuasives. En outre, elle étend le champ

⁷³ Euractiv: Slavery and trafficking continue in Thai fishing industry, claim activists, 25 février 2016.

⁷⁴ [Human right Watch \(Et al.\), Joint Letter on Thailand to EU Commissioner for Fisheries, Maritime Affairs and Environment, 2016](#)

⁷⁵ [Human right Watch \(Et al.\), Joint Letter on Thailand to EU Commissioner for Fisheries, Maritime Affairs and Environment, 2016](#)

⁷⁶ Parlement européen, 2016, <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=WQ&reference=E-2016-001911&format=XML&language=EN>

⁷⁷ Parlement européen, 2015, [Question: E-015721-15](#).

Un nouveau plan national en vue de contrôles et d'inspections dans l'industrie des produits de la mer a été mis en place.

L'amélioration des conditions de travail dans l'industrie des produits de la mer est devenue un élément crucial dans le dialogue entre l'Union et la Thaïlande.

Plusieurs services de la Commission européenne travaillent avec les autorités thaïlandaises en vue de réviser les règles de l'immigration et du travail, afin de lutter contre la traite des personnes.

d'application du cadre juridique relatif à la lutte contre la traite des personnes et aux crimes liés au travail forcé dans l'industrie de la pêche.

La Thaïlande a accepté d'augmenter le nombre d'inspecteurs. Conformément aux directives de la Commission, **les autorités thaïlandaises ont adopté un plan national de contrôle et d'inspection**, mais le système de traçabilité reste faible et non fiable. L'administration s'est engagée à travailler sur un nouveau système de traçabilité impliquant tous les organismes et le secteur privé, appelé Traçabilité et certification des prises.

L'amélioration des **conditions de travail** dans l'industrie des produits de la mer est devenue un élément crucial dans le dialogue entre l'Union et la Thaïlande. En septembre 2015, un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de l'Asia Foundation a révélé des conditions de travail dangereuses pour les enfants dans l'industrie des produits de la mer, en particulier dans le commerce de la crevette⁷⁸. L'industrie des produits de la mer nécessite environ 250 000 travailleurs étrangers à bord des navires de pêche et dans les usines de traitement à terre. Le droit du travail et le cadre juridique de l'industrie de la pêche ne sont pas compatibles. Le cadre juridique ne permet actuellement pas aux travailleurs étrangers de bénéficier d'une intégration sociale, d'une formation professionnelle, ni de parvenir à la stabilité professionnelle.

Les autorités thaïlandaises ont accepté de coopérer activement avec les services de la Commission en vue de **réviser les règles de l'immigration et du travail**. À cet égard, les différents services de la Commission collaborent sur les questions de la traite des personnes et des droits de l'homme en Thaïlande avec le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) qui conduit les négociations politiques avec le pays, et la direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission (DEVCO) qui initie les programmes de financement des actions. L'OIT travaille également sur place pour évaluer la situation du travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement de produits de la mer. Suivant la suggestion de l'Union, des mesures instaurant de meilleures conditions de travail pour les migrants dans le secteur des produits de la mer ont été progressivement adoptées depuis novembre 2015.

4.6 Perspectives et options politiques

La Thaïlande est, de manière potentielle, un allié proche de l'Union en Asie du Sud-Est.

La Thaïlande est, de manière potentielle, un allié proche de l'Union en Asie du Sud-Est. Les relations commerciales restent à ce jour étroites et les niveaux d'investissement élevés, et on compte quelque 200 000 citoyens européens résidant en permanence dans le pays alors que près de cinq millions de touristes arrivent de l'Union chaque année. Depuis 2015, la

⁷⁸ New study of migrant and child labour in the Thai seafood industry, 14 septembre 2015, http://www.ilo.org/asia/info/public/pr/WCMS_402371/lang--en/index.htm.

Le Parlement européen a suivi de près l'évolution de la Thaïlande.

Les députés pourraient signaler un certain nombre de domaines dans lesquels des améliorations sont nécessaires avant que l'accord de partenariat et de coopération (APC) puisse être finalisé et que les négociations pour l'accord de libre-échange (ALE) puissent redémarrer.

Thaïlande est le pays coordinateur de l'ASANE pour les relations avec l'Union.

Le Parlement a suivi de près l'évolution de la Thaïlande, comme le montrent ses résolutions et questions parlementaires concernant les droits de l'homme et de la démocratie dans le pays, et les relations de l'Union avec la Thaïlande⁷⁹.

La délégation du Parlement chargée des relations avec l'Asie du Sud-Est peut saisir l'occasion de sa visite en Thaïlande et utiliser les pouvoirs de contrôle renforcés du Parlement pour attirer l'attention sur ses exigences en vue du renforcement des relations entre l'Union et le pays, et ainsi débloquer l'accord de partenariat et de coopération ainsi que les négociations sur un accord de libre-échange:

- la restauration urgente du **processus démocratique légitime** et sa Constitution par le biais d'élections crédibles et ouvertes à tous;
- le développement d'un dialogue **approfondi et constructif** entre l'Union et les autorités thaïlandaises, qui mette l'accent sur la gouvernance démocratique, l'État de droit, les droits de l'homme - notamment la liberté d'expression, les droits des travailleurs migrants et la lutte contre la traite des personnes, en particulier des réfugiés rohingyas;
- l'abolition de la **peine de mort**, étant donné que plus de deux tiers des pays du monde ont choisi de ne pas appliquer la peine capitale et que l'expérience montre qu'elle n'a aucun effet dissuasif;
- la libération du militant des droits de l'homme britannique **Andy Hall**, accusé de diffamation en Thaïlande à la suite de ses recherches sur un rapport contenant des allégations d'exploitation de la main d'œuvre par l'entreprise thaïlandaise Natural Fruit Company;
- le suivi de l'industrie de la pêche et des engagements du gouvernement dans le cadre de la lutte contre **la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, les mauvaises conditions de travail, l'esclavage et la traite des personnes**, et de la mise en garde adressée par la Commission européenne à la Thaïlande sous la forme d'une carte jaune en 2015.

⁷⁹ Parlement européen, questions: [E-001911-16](#); [E-015721-15](#); [E-000438-16](#); [E-015712-15](#) (réponse: [E-015712/2015](#)); [E-013379-15](#) (réponse: [E-013379/2015](#)).

5 Données de base sur la Thaïlande

Population et géographie			
Population	2015	67 223 000	Source: ONU
Capitale	Bangkok	9 098 000	Source: ONU
Superficie totale	513 120 km ²		Source: ONU
Religions	Bouddhisme	93,6 %	Source: ONU
	Musulmans	4,94 %	Source: ONU
	Christianisme	1,2 %	Source: ONU
Groupes ethniques	Thaï	95,9 %	Source: CIA World Factbook
	Birmans	2 %	Source: CIA World Factbook
	Autres	1,3 %	Source: CIA World Factbook
Langues	Thaï (90,7 %)	langue principale	Source: ONU
	Birman (1,3 %)	parlée par une grande minorité	Source: ONU
Espérance de vie à la naissance	Femmes 77,7 ans Hommes 71 ans	2010-2015	Source: ONU
Taux d'alphabétisation	96,67 %	2015	Source: Unesco
Classements			
Nom de l'indice	Rang:	Explication et source:	
Indice de développement humain	'Élevé' 93 / 188	Programme des Nations unies pour le développement, 2015	
Liberté de la presse	139 / 180	Reporters sans frontières, Classement mondial de la liberté de la presse, 2015	
Liberté dans le monde	'Non libre': score politique: 6 / 7 score civil: 5 / 7	Freedom House, <i>Liberté dans le monde</i> , 2016 (1 représente le plus libre et 7 le moins libre)	
Indicateurs économiques et sociaux			
Croissance du PIB réel	2015	2,8 (estimation)	Source: Banque
Inflation	2015	-0,9	Source: Banque
Dette (% du PIB)	2015	40,3 (estimation)	Source: Banque
Taux de pauvreté	2015	(1,9 dollar/jour) 0,0 (3,1 dollars/jour) 0,7	Source: Banque mondiale

6 Carte de la Thaïlande



Map No. 3853 Rev. 2 UNITED NATIONS
July 2009

Department of Field Support
Cartographic Section

Source: United Nations, Dag Hammarskjöld Library